

P001



Construction d'un espace de reprographie +
pôle informatique _ENSACF

maître d'ouvrage

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture
de Clermont-Ferrand

85 Rue du Dr Bousquet / 63100 CLERMONT-FERRAND
T. 04 73 34 71 50

maître d'oeuvre

STUDIO ALBEDO - Architecte

03 Rue Caplat / 75018 PARIS
contact@studioalbedo.fr
T. 06 18 79 39 47

IGETEC - BET Fluides

18 rue Valentin Haüy / 63000 CLERMONT-FERRAND
accueil@igetek.fr
T. 04 71 63 88 30

intervenants

ALPES CONTROLE - Bureau de contrôle

Avenue Michel Ange - 63000 CLERMONT-FERRAND
clermont@alpes-controles.fr
T. 04 44 05 31 32

BET AES - Coordinateur SSI

18 Allée Evariste Galois, 63170 AUBIERE
contact@bet-aes.fr
T. 04 73 28 92 63

phase

**DEMANDE D'AUTORISATION DE
TRAVAUX**

description

NOTICE DE SECURITE

nota

VISA ET CACHET DU MAÎTRE D'OUVRAGE

PROJET

P001

PHASE

AT

DATE

DEC 2024

SIGNATURE ET CACHET DU MAÎTRE D'OEUVRE

REVISION

0

ECHELLE

/

DESSIN

P001_03



PHASE DEMANDE D'AUTORISATION DE TRAVAUX NOTICE DE SECURITE INCENDIE

CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE REPROGRAPHIE ET D'UN POLE INFORMATIQUE

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand
85 Rue du Dr Bousquet / 63100 CLERMONT-FERRAND

1. PRESENTATION DU PROJET

La présente notice de sécurité incendie porte sur la modification du niveau RDJ Haut de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand dans l'ancien sanatorium, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le projet concerne le réaménagement d'un niveau existant au sein de l'établissement d'enseignement pour le transformer en un grand plateau libre dédié au Pôle Informatique et en reprographie de l'ENSACF. Les modifications portent uniquement sur l'aménagement intérieur et n'ont pas d'impact sur les façades du bâtiment existant.

Le plateau est dédié aux activités suivantes :

- Le pôle informatique pour des cours ou travail libre en dehors des horaires de cours.
- Pôle reprographie en libre-service (imprimantes, traceurs, imprimantes 3D)
- Pôle reprographie en accès restreint (services et équipements manipulés uniquement par un fonctionnaire de l'école)
- Postes individuels pour la production de maquettes en lien avec l'Atelier de découpe situé au même niveau.

2. PARTICULARITES DU PROJET

La particularité du projet est essentiellement le fait décroiser l'ensemble des salles de classe existantes du niveau RDJ H pour en faire un seul et grand plateau de travail d'environ 500m².

3. HISTORIQUE DU DOSSIER

Le bâtiment a obtenu une autorisation de Permis de Construire le 27 octobre 2017 (nr. PC 063 113 17 G 0113). La notice du Permis initiale et les prescriptions sont présentées en annexe de la présente notice. [Les modifications relatives au réaménagement du niveau RDJ Haut et les éventuelles précisions sont apportées en bleu dans le présent document.](#)

4. REGLEMENTATION APPLICABLE

Code de la Construction et de l'Habitation

- Art R 123.1 à R 123.55

Arrêté du 25 juin 1980

- ERP -Dispositions générales

Arrêté du 4 juin 1982

- Type R -Etablissements d'enseignements

Instructions techniques n°

- 246 -Désenfumage

Normes : Série NF

S 61-930 et suivantes -S.S.I

S 61-759 -Colonnes d'incendie

4. DESTINATION DES NIVEAUX – REPARTITION DES EFFECTIFS

NIVEAUX	Destination	Effectifs		OBS
		NIV	Cumul	
R+5	Terrasse accessible (à disposition du chef d'établissement)	300	300	Pas de cumul avec autres étages
R+4	Administration Salle des enseignants	27 30	57	
R+3	8 Ateliers	139	196	
R+2	9 Ateliers	140	336	Présence du corps de bâtiment Nord en retour
R+1	11 Ateliers	180	516	
RDC	Amphithéâtres Espace d'exposition Cafétéria Salle informatique Bibliothèque Locaux associations Locaux divers / réserves Hall principal	354 48	 918	Occupation possible Niveau de référence et accès principal
RDJ Haut	Bas des amphis Plateau numérique : - pôle informatique - Reprographie libre et restreinte - Espace maquette	 *100		Niveau partiellement en sous-sol (côté amphi)
RDJ Bas	2 Salles d'art plastique Espaces enseignants Locaux techniques Archives/ Reprographie Plateau d'expérimentation	90		
TOTAL			1108	

*Effectif initial déclaré au RDJ H : 40 personnes.

Le niveau RDJ Haut groupe un espace informatique avec une capacité de 72 places, 18 postes individuels pour la réalisation de maquettes ainsi qu'un espace reprographie restreint et libre-service.

Il est proposé de considérer un l'effectif de 100 personnes après réaménagement de l'étage de la reprographie.

5. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Effectif

Il est déclaré par le maître d'ouvrage soit :

- Public : 986
 - Personnel
 - Administratif : 40
 - Enseignant : 82
- *1108**

*Effectif total déclaré initialement : 1048 personnes

Classement

Le classement initial de l'établissement n'est pas modifié

Etablissement de 2ème catégorie



Types R, N et L

Conformément à l'article R2, la répartition de l'effectif de l'établissement par salle ainsi que l'effectif maximum par niveau est déclaré par le Maître d'Ouvrage.

Contrôleur Technique

L'organisme agréé ALPES CONTROLE est retenu pour assurer, notamment, au sens de la norme NF 03-100, les missions :

SEI = Sécurité des personnes

HAND = Handicaps

Coordonnateur du Système de Sécurité incendie (CSSI)

Un coordonnateur sera retenu pour assurer la mission de coordination SSI au sens de la norme NF S 61-932.

Il assurera les missions suivantes :

Modification / adaptation du système SSI existant,

Redéfinition des zones,

Modification du cahier des charges fonctionnel, vérification de la corrélation,

Rédaction du procès-verbal

Modification du dossier d'identité

6. ADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le présent projet et les modifications apportées sur le bâtiment existant n'ont pas d'impact sur les dispositions d'accessibilité initiales ou sur les dispositions relatives à l'évacuation de personnes en situation de handicap.

7. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Dessert – Accessibilité.

La desserte du bâtiment n'est pas modifiée dans la présente intervention.

Le niveau RDJ Haut réaménagé est par ailleurs accessible de plein pied depuis la voie échelle située en façade Sud

Isolement par rapport aux tiers

Sans objet

Résistance au feu

Le réaménagement et création du plateau du pôle informatique et reprographie au niveau RDJ Haut ne modifie pas les caractéristiques de résistance au feu du projet existant.

En partie courants, les éléments porteurs et les planchers seront respectivement SF et CF 1 heure. Les cages d'escaliers, d'ascenseurs, les gaines verticales seront isolées CF 1 H avec porte PF ½ h + FP.

Façades

La règle du C + D n'est pas exigible en raison de la présence d'un S.S.I. de catégorie A et du cloisonnement « traditionnel » (cf.art C024).

Distribution intérieure

Le projet de réaménagement du niveau RDJ Haut prévoit le décroisonnement complet des salles de classe existantes pour y créer un seul plateau libre d'environ 54 mètres de long et 10 mètres de large.

L'aménagement du plateau a été pensé pour conserver les sens d'évacuation préexistants qui sont naturellement balisés et orientés par la présence de la structure du bâtiment.

Il est proposé de désenfumer RDJ Haut à l'identique d'un local sur la base du 1/200° en SU et les dispositifs présents seront redimensionnés en conséquence.

Pour plus de confort et modularité de l'espace, il est proposé ponctuellement de séparer l'espace informatique de l'espace de la reprographie pendant les horaires de cours. Le pôle informatique sera ainsi fermable par des rideaux textiles acoustique avec un classement au feu B-s2,d0.

Le rail du rideau sera prévu avec un limiteur de fermeture de façon à conserver une ouverture de 2UP en permanence et ne pas constituer un obstacle au dégagement des usagers vers une autre issue de secours. Un balisage sera prévu au niveau de la circulation.

La fermeture et ouverture des rideaux sera surveillée par le personnel, ou enseignants de l'établissement qui seront formés pour appliquer les consignes nécessaires lors du déclenchement d'alarme incendie.

Ce point est porté à la connaissance de la commission.

Locaux a risque particulier

Selon le classement, l'isolement sera réalisé dans les conditions suivantes :

Local a risque important (LRI)

- Parois et plancher haut : CF 2H
- Porte CF 1 H + FP ou sas CF 1 H (2 portes PF ½ h + FP) Les portes ouvriront dans le sens de l'évacuation.

Local a risque moyen (LRM)

- Planchers CF 1 ½ h
- Parois CF 1 h
- Portes CF ½ h + FP

Le projet ne prévoit pas la création supplémentaire de locaux à risques importants ou moyens.

Conduits et gaines

Le projet ne prévoit pas la modification des gaines de ventilation existantes et les dispositions de protection au feu mise en œuvre.

8. DEGAGEMENTS - ISSUES

Généralités

La distance à parcourir pour gagner une issue ne dépassera pas :

- 50 mètres au rez-de-chaussée pour gagner une sortie donnant sur l'extérieur, si le choix existe entre plusieurs issues ou 30 mètres dans le cas contraire.
- Au rez-de-chaussée bas, le débouche de l'escalier central est à une distance de 26 m d'une issue. Les portes seront munies de FP.

En règle générale, les escaliers déboucheront au rez-de-chaussée soit sur l'extérieur soit dans le hall a une distance < a 20 mètres.

- Les portes ouvriront dans le sens de la sortie au niveau d'évacuation.
- Les locaux pouvant recevoir plus de 19 personnes comporteront deux issues.
- Les portes des locaux pouvant accueillir plus de 50 personnes ouvriront dans le sens de la sortie.
- Le balisage des issues sera réalisé en lettres blanches sur fond vert conformément à la norme NF X 08.003.

Le projet prévoit le décroisonnement total du plateau. Les escaliers 2 et 3, situés aux extrémités du plateau auront chacune un SAS respectant les dispositions de l'article CO53.

Le chemin de dégagement de l'escalier 2 (situé à gauche du plateau) traverse une partie du plateau pour rejoindre l'issue de secours donnant sur l'extérieur au niveau RDJ Haut. Un balisage des issues de secours sera réadapté au projet du plateau libre. Les distances vis-à-vis des issues de secours sont respectées.

Dégagements

NIV	Effectifs		Dégagements		OBS
	NIV	Cumul	Exigibles	Réalisés	
PM : Terrasse	300		2 – 4UP	2 – 4UP	
R+4	57	57	2 – 2UP	2 – 6UP	
R+3	139	196	2 – 3UP	2 – 6UP	
R+2	140	336	2 – 5UP	3 – 8UP	
R+1	180	516	2 – 6UP	3 – 8UP	Niveau de sortie d'un escalier côté Ouest
RDC	48 (+ 345 amphis)	918	3 – 6UP	6 – 21UP	Dont 3 sorties et 15UP sur l'extérieur
RDJ H	100	643	3 – 7UP	4 – 8UP	Dont 1 sortie et 2UP sur l'extérieur
RDJ B	90	90	3 – 2UP	3 – 6UP	Dont 2 sorties et 4UP sur l'extérieur
TOTAL		1048			

Répartition maximum par niveau

NIV	Effectifs		Exigibles		Réalisé		OBS
	NIV	Cumul	Nombre	UP	Nombre	UP	
PM : Terrasse	300	300	2	4UP	2	6UP	
R+4	57	357	2	5UP	2	6UP	
R+3	100	457	2	6UP	2	6UP	
R+2	140	597	3	6UP	3	8UP	
R+1	97	694	3	7UP	3	8UP	(1)
TOTAL		694					
RDC	546		3	10UP	6	21UP	(2)
RDJ H	146		2	3UP	4	9UP	
RDJ B	90		2	2UP	3	6UP	
TOTAL		1048	3	7UP	65	22UP	(3)

(1) Capacité maxi d'établissement. Occupation simultanée avec les niveaux RDC, RDJ haut, RDJ bas.

(2) A raison de Amphis $118 + 236 = 354$

Exposition 40

Cafeteria 20

Salles $3 \times 24 = 72$

541

Bureau 5

(3) Issues réalisées sur l'extérieur

Rez-de-jardin Bas : 2 S - 4 UP

Rez-de-jardin Haut : 1S - 3 UP

Rez-de-chaussée : 3 S - 15 UP

6 S-23 UP

Mesures d'évacuation pour /es personnes en situation de handicap
Répartition des effectifs avec nombre de personnes en situation de handicap par niveau (PSH) et caractéristiques des espaces d'attente sécurisés (EAS)

Rappel des effectifs

NIV	Effectifs		EAS
	NIV	PSH	
Terrasse	300	7	Sur la terrasse a l'air libre
R+4	57	3	2 locaux dédiés
R+3	139	4	2 paliers des escaliers
R+2	140	5	2 paliers des escaliers
R+1	180	3	2 paliers des escaliers
RDC	546	12	Sorties de plain-pied sur l'extérieur
RDJ H	100	2	1 palier d'escalier Sorties sur l'extérieur
RDJ B	90	3	Sorties sur l'extérieur

Caractéristiques des espaces

Le projet ne modifie pas les caractéristiques des EAS existants situées sur les paliers des escaliers

9. AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER

Les règles suivantes seront prises en compte

Eléments	Locaux	Dégagements	Observations
Revêtements muraux	M2	M2	
Plafonds - Plafonds suspendus	M1	M1	Dans la limite des 25 % MO ou PF¼ h tous les 300 m2 et 30 m.
Recoupements	M2	M2	
Isolation en plenum	M0	M0	
Suspente et fixation	M1	M1	cf. NF P 68-203.1
	M0	M0	
Sol	M4	M4	
Plancher technique			
Escaliers encoisonnes		M1 M3	Parois verticales et plafond, rampant marches
Revêtement isolant	M1	M1	Parois verticales et plafond
Tentures, rideaux	M2	M2	Rideaux textiles acoustique prévu avec classement au feu B-s2,d0
Mobilier, agencement principal	M3		Si flottant
Décoration	M2 M1		

10. DESENFUMAGE

Rez-de-jardin Haut

Le désenfumage sera assuré, dito un local, en naturel.

- 3 VB et 3 VH_ en façade - 5 châssis ouverture automatique + 1 formé par l'issue de secours
- Ratio : 1 /200°me en SU.
- Implantation VH selon règle des 4 H et maximum 30 m
- Mise en route : depuis le CMSI.

Actuellement, il est prévu un désenfumage naturel uniquement de la circulation via des ouvrants situés en façade sud et asservies au SSI. Les amenées d'air et évacuations de fumée se font par des ouvertures dans la façade sud.

Les VB et VH seront réajustées pour permettent de respecter la surface des ouvrants de désenfumage (sur la base d'un local sur la base du 1/200° en SU).

Le projet de réaménagement du pôle informatique et reprographie, n'a pas d'impact sur le désenfumage des espaces adjacents ou des autres niveaux.

11. CHAUFFAGE -VENTILATION -REFRIGERATION

Les réseaux de chauffage et ventilation seront adaptés au réaménagement de l'espace.

Les ventilo-convecteurs présents actuellement dans les salles informatiques seront supprimées et le chauffage par panneaux rayonnants sera généralisé

Le projet n'aura pas d'impact sur les dispositions de protection au feu existantes.

Chauffage

Il sera assuré depuis une chaufferie gaz situe dans le bâtiment technique.

Réfrigération

L'établissement comporte un groupe froid relevant de la rubrique 2920 des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Ventilation

Plusieurs centrales de traitement d'air assurent la ventilation de confort des différents espaces.

VMC

Les sanitaires disposeront d'une installation de type « normal » simple flux.

12. INSTALLATION DE GAZ

Sans objet dans le cadre du présent projet

13. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les normes suivantes seront respectées (liste non exhaustive).

- _FC 15.100 - BT
- _NF C 13.100 - Branchement
- _NF C 32.070 - Classement des câbles

Les locaux présenteront les degrés d'isolement suivants :

- _ TGBT: Parois CF 1 h et porte CF½ h + FP.
- _ Les tableaux électriques seront disposés et protégés compte tenu de leur puissance (cf. art EL 9).

Installations

- _ Les canalisations seront du type C2 ou équivalent,
- _ Les installations de sécurité seront réalisées en câble CR1 (résistant au feu) ou protégées,

_ Les trappes et portes d'accès aux gaines seront PF ½ h et M3.

14. ECLAIRAGE

Eclairage normal

Les appareils d'éclairage seront places à une hauteur minimale de 2,25m ou hors obstacle à la circulation.

_ Dans les locaux ou l'effectif est supérieur à 50 personnes, l'installation sera conçue de manière que la coupure du circuit ne prive pas le local d'éclairage normal.

_ Le balisage d'orientation sera réalisé afin de permettre de reconnaître les obstacles et les changements de direction jusqu'à l'extérieur.

Eclairage de sécurité

Il comprendra un éclairage d'ambiance et de balisage.

Les normes suivantes seront prises en compte (liste non exhaustive).

_NF C 71.800 (BAES)

_NFC 71.820

L'éclairage de sécurité sera assuré par des blocs autonomes (BAES). L'éclairage de balisage sera installé dans le plateau de façon judicieuse pour indiquer les issues de secours.

15. ASCENSEURS

Le cadre du présent projet n'impacte pas les installations des ascenseurs.

16. APPAREILS DE CUISSON ET DE REMISE EN TEMPERATURE

Sans objet

17. MOYENS DE SECOURS

Ressources en eau

Le projet n'impacte pas les dispositions prévues dans le projet existant

Moyens d'extinction

Le projet ne prévoit pas la modification des dispositions prévues dans le projet initial, à savoir :

Colonnes d'incendie

- Les escaliers « principaux » desservant le corps du bâtiment de R+4 comporteront une colonne sèche équipée, à chaque niveau d'1 prise de 65 m/m et 2 prises de 40 m/m.

Les poteaux d'incendie devront se situer à une distance < 60 m du raccord d'alimentation.

Extincteurs

Seront prévus :

Des extincteurs portatifs de 6 litres à raison d'1 appareil/ 200 m2/ niveau.

Des extincteurs de type CO 2 a proximité des installations électriques.

Un extincteur a eau pulvérisée dans chaque espace d'attente sécurisé.

Système de sécurité incendie

Un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme du type 1, est installé dans le bâtiment. Le système SSI existant est conservé et adapté à l'aménagement des nouveaux espaces selon révision du cahier des charges établi par le coordinateur SSI.

L'équipement central est implanté à rez-de-chaussée dans un volume technique isole CF 1 h + porte CF ½ h + FP.

La détection existante implantée dans :

- L'atrium,
- Les locaux techniques,
- Les locaux à risque particulier,

- Les circulations tous niveaux,
- Les locaux accessibles au public,
- Les vides de plafond > a 80 cm.

La fermeture des portes de recoupement des circulations et d'encloisonnement des escaliers sera asservie à l'alarme.

Dans les différents amphithéâtres, l'alarme générale sera interrompue par la diffusion d'un message d'évacuation préenregistré. L'alarme générale sera précédée de la mise en éclairage normal des salles, et de l'arrêt du programme en cours (cf. art L 16).

L'alarme sera audible sur l'ensemble de l'établissement. L'alarme sonore sera doublée par un système visuel (flash), dans les locaux à l'ils peuvent être seuls, destine aux malentendants. La localisation de ces dispositifs sera précisée dans le cahier des charges fonctionnel du SSI.

Plans et Consignes de sécurité

Plans

[Les plans de sécurité existants seront actualisés selon les modifications du niveau RDC Haut](#)

Les plans, comportant la représentation des différents niveaux du bâtiment, seront apposes à proximité des accès principaux.

Des plans et des consignes de sécurité, adaptés à l'établissement, seront places à tous les niveaux et au local de sécurité. La norme NFS 60.303 sera prise en compte.

Les plans comporteront la localisation et les caractéristiques des espaces d'attente sécurisés.

Consignes

En application des articles MS 46, l'établissement disposera, pendant la présence du public, d'un service de sécurité compose de personnels formes et instruits.

Registre de sécurité

Outre les renseignements généraux habituels (cf. art R 123.51 du CCH), les différentes dispositions prises pour l'évacuation des personnes en situation de handicap seront portées sur le registre. Seront également mentionnées les formations dispensées au personnel du service de sécurité.

ANNEXE 1

PC 40 - Notice sécurité de l'existant

ECOLE D'ARCHITECTURE DE CLERMONT-FERRAND

MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'ouvrage :
MINISTERE DE LA CULTURE

3 rue de Valois
75033 PARIS CEDEX 01

T 01 40 15 80 00 – F 01 40 15 85 30

Maître d'ouvrage délégué :
OPPIC

30 rue du Château des Rentiers
75647 PARIS CEDEX 13

T 01 44 97 78 70 – F 01 44 97 79 04
n.roy@oppic.fr

MAITRISE D'ŒUVRE

Cotraitants

Architecte mandataire :
SARL DU BESSET-LYON

30 rue Ligner
75020 PARIS

T 01 43 67 16 75 – F 01 43 67 00 16
email@dubesset-lyon.com

BET Structure :
KHEPHREN Ingénierie

88 bis av. de la Convention
94117 ARCUEIL CEDEX

T 01 49 08 92 33 – F 01 49 08 92 55
khephren@khephren.fr

BET Fluides :
ESPACE TEMPS

37 bis rue de Montreuil
75011 PARIS

T 01 40 24 04 20 – F 01 40 24 04 29
bet@espace-temps.fr

Economiste :
Jean-Claude DRAUART

41 av. du Général Leclerc
94270 LE KREMLIN-BICETRE

T 01 46 58 32 65 – F 01 46 58 32 67
jc.drauart@site41.com

Sous-traitant

BET VRD :
ATPI INFRA

4 rue des Frères Lumières
78370 PLAISIR

T 01 34 81 29 59 – F 01 30 55 22 35
bet.atpi@wanadoo.fr



PERMIS DE CONSTRUIRE
PC 40
NOTICE DE SECURITE

PIERRE DU BESSET I DOMINIQUE LYON
ARCHITECTES 30 RUE LIGNER 75020 PARIS
TELEPHONE 01 43 67 16 75 - TELECOPIE 01 43 67 00 16
SARL AU CAPITAL DE 7622 € - SIRET 863 313 927 0002

SOMMAIRE

- 1 - OBJET
- 2 - PARTICULARITES DU PROJET
- 3 - REGLEMENTATION APPLICABLE
- 4 - DESTINATION DES NIVEAUX – REPARTITION DES EFFECTIFS
- 5 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES
 - 5.1 - EFFECTIF
 - 5.2 - CLASSEMENT
 - 5.3 - CONTROLEUR TECHNIQUE
 - 5.4 - COORDONNATEUR DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (CSSI)
- 6 - ADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
- 7 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES
 - 7.1 - DESSERTE – ACCESSIBILITE
 - 7.2 - ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS
 - 7.3 - RESISTANCE AU FEU
 - 7.4 - FAÇADES
 - 7.5 - DISTRIBUTION INTERIEURE
 - 7.6 - LOCAUX A RISQUE PARTICULIER
 - 7.7 - CONDUITS ET GAINES
 - 7.8 - DEGAGEMENTS – ISSUES
 - 7.8.1 - *Généralités*
 - 7.8.2 - *Dégagements*
 - 7.8.3 - *Répartition maximum par niveau*
 - 7.9 - MESURES D'EVACUATION POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
 - 7.9.1 - *Répartition des effectifs avec nombre de personnes en situation de handicap par niveau (PSH) et caractéristiques des espaces d'attente sécurisés (EAS)*
 - 7.9.2 - *Caractéristiques des espaces*
- 8 - AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER
- 9 - DESENFUMAGE
 - 9.1 - ESCALIERS DES ETAGES
 - 9.2 - AMPHITHEATRES A REZ-DE-CHAUSSEE
 - 9.3 - BIBLIOTHEQUE A REZ-DE-CHAUSSEE
 - 9.4 - HALL PRINCIPAL
 - 9.5 - CAFETERIA + DEAMBULATOIRE
 - 9.6 - DEAMBULATOIRES R+1 ET REZ-DE-JARDIN HAUT
 - 9.7 - ESCALIER TOURNANT DU BATIMENT NORD
 - 9.8 - VOLUME LIBRE AVEC CAILLEBOTIS AU R+1
 - 9.9 - CIRCULATION DES AMPHITHEATRES A REZ-DE-JARDIN HAUT
 - 9.10 - MOTEURS
- 10 - CHAUFFAGE – VENTILATION – REFRIGERATION
 - 10.1 - CHAUFFAGE
 - 10.2 - REFRIGERATION
 - 10.3 - VENTILATION
 - 10.4 - VMC
- 11 - INSTALLATION DE GAZ
- 12 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES
- 13 - ECLAIRAGE
 - 13.1 - ECLAIRAGE NORMAL
 - 13.2 - ECLAIRAGE DE SECURITE
- 14 - ASCENSEURS
- 15 - APPAREILS DE CUISSON ET DE REMISE EN TEMPERATURE

16 - MOYENS DE SECOURS

- 16.1 - RESSOURCES EN EAU
- 16.2 - MOYENS D'EXTINCTION
- 16.3 - SYSTEME DE SECURITE INCENDIE
- 16.4 - SYSTEME D'ALERTE
- 16.5 - PLANS ET CONSIGNES DE SECURITE
 - 16.5.1. - *Plans*
 - 16.5.2. - *Consignes*
 - 16.5.3. - *Registre de sécurité*

17 - BATIMENT ENSEIGNANT

18 - BATIMENT TECHNIQUE

19 - DEMANDE D'ADAPTATION DU REGLEMENT

- 19.1 - ENCLOISONNEMENT DE L'ESCALIER DU BATIMENT NORD

Dans la suite du présent document, les abréviations suivantes seront utilisées :

CCF	:	Clapet Coupe-Feu
CCH	:	Code de la Construction et de l'Habitation
CF	:	Coupe-Feu
CMSI	:	Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie
DAC	:	Dispositif Adaptateur de Commande
DAI	:	Détection Automatique d'Incendie
DAS	:	Dispositif Actionné de Sécurité
ERP	:	Etablissement Recevant du Public
FP	:	Ferme-Porte
IT	:	Instruction Technique
NF	:	Norme Française
PCS	:	Poste Central de Sécurité
PF	:	Pare-Flammes
RIA	:	Robinet d'Incendie Armé
SDIS	:	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SF	:	Stabilité au Feu
SSI	:	Système de Sécurité Incendie
SU	:	Surface Utile
UP	:	Unité de Passage

1.

11.

112

- NB : - Conformément à l'article R1 §4 – la bibliothèque et la salle d'exposition sont soumis aux seules dispositions du type R.
 - Les amphithéâtres ont été classés en type L.

IV. DESTINATION DES NIVEAUX – REPARTITION DES EFFECTIFS

NIVEAUX	Destination	Effectifs		OBS
		NIV	Cumul	
R+5	Terrasse accessible (à disposition du chef d'établissement	300	300	Pas de cumul avec autres étages
R+4	Administration Salle des enseignants	27 30	57	
R+3	8 ateliers	139	196	
R+2	9 ateliers	140	336	Présence du corps de bâtiment Nord en retour
R+1	11 ateliers	180	516	
RDC	Amphithéâtres Espace d'exposition Cafétéria Salle informatique Bibliothèque Locaux associations Locaux divers/réserves Hall principal	354 48	 918	Occupation possible Niveau de référence et d'accès principal
Rez-de-jardin haut	Bas des amphis 5 ateliers Espace maquette	40		Niveau partiellement en sous-sol (côté amphi)
Rez-de-jardin bas	2 salles d'art plastique Espaces enseignants Locaux techniques Archives/Reprographie Plateau d'expérimentation	90		
TOTAL			1048	

V. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Effectif

Il est déclaré par le maître d'ouvrage soit :

- Public : 926
 - Personnel :
 - Administratif : 40
 - Enseignant : 82
- 1048

Classement

Etablissement de 2^{ème} catégorie.

Types R, N et L.

Conformément à l'article R2, la répartition de l'effectif de l'établissement par salle ainsi que l'effectif maximum par niveau est déclaré par le Maître d'Ouvrage.

Contrôleur technique

L'organisme agréé SOCOTEC est retenu pour assurer, notamment, au sens de la norme NF 03-100, les missions :

- L = Solidité des ouvrages et éléments indissociables
- SEI = Sécurité des personnes
- HAND = Handicapés

Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI)

Un coordonnateur sera retenu pour assurer la mission de coordination SSI au sens de la norme NF S 61-932.

Il assurera les missions suivantes :

- conception du système,
- définition des zones,
- établissement du cahier des charges fonctionnel,
- vérification de la corrélation,
- rédaction du procès-verbal
- création du dossier d'identité

VI. ADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Conformément au CCH – art R 111.19 à R 111.19.6, à l'arrêté du 1^{er} août 2006 et à sa circulaire d'application du 30 novembre 2007, l'établissement sera accessible à tout public, quel que soit le type de handicap.

En ce sens, l'effectif des personnes handicapées ne peut être limité.

Conformément à l'arrêté du 24 septembre 2009 (JO du 23 octobre 2009), les dispositions relatives à l'évacuation de ces personnes ont été intégrées.

VII. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Desserte – Accessibilité

Le bâtiment sera distribué en cloisonnement traditionnel (à tous les niveaux).

La desserte sera assurée par une voie échelle créée en façade SUD avec aire de retournement en extrémité.

En raison de la déclivité du terrain, la voie présentera les caractéristiques suivantes :

- pente 10 % dans les portions d'utilisation,
- pente 15 % dans les sections d'accès.
- largeur \geq 8 m avec une chaussée libre \geq 4 m,
- rayon intérieur \geq 11 m,
- hauteur sous passerelle et aire de retournement \geq 3,50 m.

En extrémité de bâtiment, côté Ouest une aire de retournement, en partie haute, sera créée afin de permettre la giration des engins de secours.

Par ailleurs, de part la déclivité du terrain, il existera plusieurs niveaux de « sortie » et de référence (de 368.20 à 373.35 ngf).

Tous les niveaux comporteront des châssis ouvrant « à la française » - Toutes les baies seront ouvrantes. La dimension de celles-ci sera \geq 0,90 m x 1,30 m.

La dissociation des escaliers a pris en compte la déclivité du terrain.

Isolement par rapport aux tiers

Sans objet.

Il n'y a pas de bâtiment tiers à une distance inférieure à 8 m.

Les différentes activités du bâtiment constituent un même établissement.

Résistance au feu

En partie courante les éléments porteurs et les planchers seront respectivement SF et CF 1 heure.
Les cages d'escaliers, d'ascenseurs, les gaines verticales seront isolées CF 1 H avec porte PF ½ h + FP. L'escalier du bâtiment Nord comportera un écran de cantonnement en partie basse. Ce point est soumis à dérogation.

La terrasse accessible sera CF 1 H.

La structure porteuse du plancher en caillebotis au R + 2 sera SF 1 h.

Façades

La règle du C + D n'est pas exigible en raison de la présence d'un S.S.I. de catégorie A et du cloisonnement « traditionnel » (cf. art CO24).

Distribution intérieure

Les différents niveaux seront cloisonnés en « traditionnel », cf. art CO 24.

- Le cloisonnement sera assuré dans les conditions suivantes :
 - Locaux à risque courant sur circulation : Cloisons CF 1 h avec portes et vitrage PF ½ h sur allège CF 1 h d'une hauteur de 0.90 m.
 - Entre locaux à risque courant : Cloisons PF ½ h tous les 300 m².
 - Recoupement des circulations : Blocs-portes PF ½ h en va et vient + oculus tous les 30 m au plus
La fermeture des portes sera asservie à l'alarme.
- Aux niveaux 1^{er} étage, rez-de-chaussée, rez-de-jardin haut, il est proposé de ne pas recouper par des blocs-portes la circulation qui constitue un vaste hall de 70 m x 3,60 m ≈ et de désenfumer ceux-ci à l'identique d'un local sur la base du 1/200^e n SU.
- Au niveau rez-de-chaussée, le passage entre le hall et la cafétéria comporte un cantonnement.

Locaux à risque particulier

Selon le classement, l'isolement sera réalisé dans les conditions suivantes :

- Local à risque important (LRI)
Parois et plancher haut : CF 2H
Porte CF 1H + FP ou sas CF 1H (2 portes PF ½ h + FP)
Les portes ouvriront dans le sens de l'évacuation.
- Local à risque moyen (LRM)
Planchers CF 1 ½ h
Parois CF 1 h
Portes CF ½ h + FP

NB : Le repérage desdits locaux est réalisé sur les plans.

Conduits et gaines

Ils seront réalisés dans les conditions des articles CO 30 à CO 33.

Conformément aux articles CO 31 et CO 32, les conduits et gaines d'eau en charge, d'eau usée, vides ordures, monte-charge, présenteront, selon leur diamètre et la nature des locaux desservis ou traversés, les caractéristiques suivantes :

- Ø > 75 et < à 315 mm, soit :
 - PF de traversée ½ h au CFtr 15 minutes
 - Gainés CF 1h avec trappes PF ½ h recoupées tous les 2 niveaux
 - Clapets CF 1h
- Ø > à 315 mm, soit :
 - Gainés CF 1h avec trappes PF ½ h recoupées tous les 2 niveaux
 - Clapets CF 1h

Pour les locaux à risque particulier important, l'isolement CF 2h sera assuré soit par gaine, soit par clapet.

Généralités

- ## Dégagements

- (1) Niveau de sortie d'un escalier côté Ouest.
- (2) Dont 3 sorties et 15 UP sur l'extérieur.
- (3) Dont 1 sortie et 3 UP sur l'extérieur.
- (4) Dont 2 sorties et 4 UP sur l'extérieur.

NIV	Effectif		Exigibles		Réalisé		OBS
	NIV	Cumul	Nbre	UP	Nbre	UP	
Terrasse	300	300	2	4 UP	2	6 UP	
R+4	57	357	2	5 UP	2	6 UP	
R+3	100	457	2	6 UP	2	6 UP	
R+2	140	597	3	6 UP	3	8 UP	
R+1	97	694	3	7 UP	3	8 UP	(1)
TOTAL		694					
RDC	546		3	10 UP	6	21 UP	(2)
RDJ Haut	146		2	3 UP	4	9 UP	
RDJ Bas	90		2	2 UP	3	6 UP	
TOTAL			3	7 UP	65	22 UP	(3)

- | | | | |
|-----|--|--------------------|-----|
| (1) | Capacité maxi de l'établissement. Occupation simultanée avec les niveaux RDC, RDJ haut, RDJ bas. | | |
| (2) | A raison de | Amphis 118 + 236 = | 354 |
| | | Exposition | 40 |

Cafétéria	20
Salles 3 x 24 =	<u>72</u>
	541
Bureaux	<u>5</u>
	546

- (3) Issues réalisées sur l'extérieur
- | | |
|----------------------|--------------------|
| Rez-de-jardin Bas : | 2 S – 4 UP |
| Rez-de-jardin Haut : | 1 – 3 UP |
| Rez-de-chaussée : | <u>3 S – 15 UP</u> |
| | 6 S – 22 UP |

Mesures d'évacuation pour les personnes en situation de handicap

Répartition des effectifs avec nombre de personnes en situation de handicap par niveau (PSH) et caractéristiques des espaces d'attente sécurisés (EAS)

Rappel des effectifs

NIV	Effectif		EAS
	NIV	PSH	
Terrasse	300	7	Sur la terrasse à l'air libre
R+4	57	3	2 locaux dédiés
R+3	139	4	2 paliers des escaliers
R+2	140	5	2 paliers des escaliers
R+1	180	3	2 paliers des escaliers
RDC	546	12	Sorties de plain pied sur l'extérieur
Rez-de-jardin haut	40	2	1 palier d'escalier Sorties sur l'extérieur
Rez-de-jardin bas	90	3	Sorties sur l'extérieur

Caractéristiques des espaces

- Paliers d'escaliers
 - Les paliers présentent une surlargeur ne diminuant pas l'accès à l'escalier.
 - A tous les niveaux, les blocs-portes seront CF 1 h + FP.
 - Sont également prévus :
 - Eclairage d'ambiance sur chaque palier à tous les niveaux
 - Interphone, avec le local de sécurité, à tous les niveaux.
- Terrasses
 - Eclairage d'ambiance.
 - Interphone avec local de sécurité.
- Locaux dédiés
 - Parois coupe-feu 1 h.
 - Porte coupe-feu 1 h + FP.
 - Eclairage d'ambiance.
 - Interphone.
 - Extincteur.
 - Fenêtre accessible.

VIII. AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER

Les règles suivantes seront prises en compte :

ELEMENTS	LOCAUX	DEGAGEMENTS	OBSERVATIONS
Revêtements muraux	M 2	M 2	
Plafonds - Plafonds suspendus Recoupements	M 1 M 2 M 0	M 1 M 2 M 0	Dans la limite des 25 % M0 ou PF ¼ h tous les 300 m² et 30 m. (1)
Isolation en plénum Suspente et fixation	M 1 M 0	M 1 M 0	cf. NF P 68-203.1
Sol Plancher technique	M 4	M 4	Recoupement tous les 300 m²
Escaliers encloisonnés		M 1 M 3	Parois verticales et plafond, rampant marches
Revêtement isolant	M 1	M 1	Parois verticales et plafond
Tentures, rideaux	M 2	M 2	
Mobilier, agencement principal	M 3		
Décoration	M 2 M 1		Si flottant
Estrade	Cf article AM 17		

(1) Pas de plafond suspendu dans la bibliothèque, les amphithéâtres, la salle d'exposition.

IX. DESENFUMAGE

Il sera réalisé dans les conditions suivantes :

Escaliers des étages

- Par DEFNC de 1 m² en partie haute + CM en pied d'escalier.
Pas d'amenée d'air spécifique. Les escaliers aboutissent dans des espaces désenfumés, à l'extérieur, ou à proximité des sorties en façade.

Amphithéâtres à rez-de-chaussée

Par extraction mécanique.

1. Ratio : 12 vol/h.
2. Mise en route : depuis le CMSI.

Bibliothèque à rez-de-chaussée

Désenfumage naturel par exutoires en verrières et amenées d'air naturel en façade.

3. Ratio : 1/200° en SU.
4. Mise en route : depuis le CMSI.

Hall principal

- Amenées d'air naturel par les portes du sas :
 - ouverture manuelle des portes extérieures,
 - ouverture automatique des portes intérieures asservies au SSI du ZF
- Extraction mécanique

Cafétéria + déambulatoire

- Amenées d'air naturel par ouverture des portes utilisées en issues ;
- Evacuation par exécutoire
- Ration : 1/200^{ème}
- mise en route : depuis le CMSI pour les VH.

Déambulatoires R+1 et rez-de-jardin haut

- Le désenfumage sera assuré, dito un local, en naturel.
- 3 VB et 2 VH en façade – 5 châssis ouverture automatique.
 - Ratio : 1/200^{ème} en SU.
 - Mise en route : depuis le CMSI.

Escalier tournant du bâtiment Nord

- Par exutoire de 2 m² en partie haute.
- Pas d'amenée d'air spécifique en partie basse.
- Ouverture par CM en pied d'escalier.

Volume libre avec caillebotis au R+1

- Par exutoire de 2 m² en partie haute.
- Amenée d'air neuf par fenêtre asservie.
- Ouverture automatique (DI) + CMSI.

Circulation des amphithéâtres à rez-de-jardin haut

Par extraction mécanique.
Alternance VH et VB.
Mise en route : depuis le CMSI.

Moteurs

Ils seront du type 40071 H, alimentés en câble CR1 .
Un coffret de relaying, conforme à la norme NF S 61.937 sera prévu par moteur.
Ils seront secourus par une dérivation issue directement du tableau principal (cf. art EL 12).

X. CHAUFFAGE – VENTILATION – REFRIGERATION**Chauffage**

Il sera assuré depuis une chaufferie gaz situé dans le bâtiment technique.
L'installation répondra :

- aux arrêtés du 02 août 1977 et 23 juin 1978,
- aux articles GZ et CH du règlement de sécurité.

La puissance estimée est de 1 100 kw.

Réfrigération

L'établissement comportera un groupe froid relevant de la rubrique 2920 des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).
L'installation sera soumise à DECLARATION.

Ventilation

Plusieurs centrales de traitement d'air seront prévues pour :

- les amphithéâtres,
- l'accueil, foyer, documentation,
- la bibliothèque,
- la salle d'exposition,
- les salles de cours, ...

Conformément à l'article CH32, l'isolement sera restitué au droit :

- des locaux à risque important,
- entre niveaux.

Les clapets répondront à la norme NF S 61.937. Le réarmement sera motorisé.

Ils seront télécommandés depuis le CMSI.

Une commande d'arrêt centralisée sera prévue à proximité de l'accès principal (cf. art CH 34§2).

VMC

Les sanitaires disposeront d'une installation de type « normal » simple flux.

La non transmission du feu sera assurée par le fonctionnement permanent du ventilateur alimenté en câble CR1, sélectivement protégé et secouru.

XI. INSTALLATION DE GAZ

A l'exception de la chaufferie, l'établissement ne sera pas desservi.

XII. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

- o Les normes suivantes seront respectées (liste non exhaustive).
 - NF C 15.100 – BT
 - NF C 13.100 – Branchement
 - NF C 32.070 – Classement des câbles
- o Les locaux présenteront les degrés d'isolement suivants :
 - TGBT : Parois CF 1 h et porte CF ½ h + FP.
 - Les tableaux électriques seront disposés et protégés compte tenu de leur puissance (cf. art EL 9).

Installations

- Les canalisations seront du type C2 ou équivalent,
- Les installations de sécurité seront réalisées en câble CR1 (résistant au feu) ou protégées,
- Les trappes et portes d'accès aux gaines seront PF ½ h et M3.

XIII. ECLAIRAGE

Eclairage normal

- o Les appareils d'éclairage seront placés à une hauteur minimale de 2,25m ou hors obstacle à la circulation.
- o Dans les locaux où l'effectif est supérieur à 50 personnes, l'installation sera conçue de manière que la coupure du circuit ne prive pas le local d'éclairage normal.
- o Le balisage d'orientation sera réalisé afin de permettre de reconnaître les obstacles et les changements de direction jusqu'à l'extérieur.

Eclairage de sécurité

Il comprendra un éclairage d'ambiance et de balisage.

Les normes suivantes seront prises en compte (liste non exhaustive).

- NF C 71.800 (BAES)
- NF C 71.820
- L'éclairage de sécurité sera assuré par des blocs autonomes (BAES).

L'éclairage de balisage sera installé dans les :

- Halls, terrasse
- circulations
- escaliers

Le flux lumineux sera \geq à 45 lumens.

L'éclairage d'ambiance sera installé dans les halls, les espaces communs et les espaces d'attente sécurisés. Le flux lumineux sera \geq à 5 lumens.

Les appareils résisteront au fil incandescent à 850°.

Une commande de mise à l'état de repos sera prévue avec report à la banque d'accueil dans le hall.

XIV. ASCENSEURS

- Les ascenseurs seront du type électrique. Ils seront conformes à la norme NF EN 81.1 et au marquage CE.
- Les gaines seront CF 1 h avec portes PF ½ h. Elles seront ventilées.
- Les machineries seront situées en gaine.
- Les cabines comporteront un dispositif de commande à clé et un interphone avec le local de sécurité.

XV. APPAREILS DE CUISSON ET DE REMISE EN TEMPERATURE

Sans objet.

XVI. MOYENS DE SECOURS

Ressources en eau

Elles seront déterminées en liaison avec le SDIS afin de définir :

- la position des poteaux d'incendie,
- leur débit,
- les conditions d'alimentation.

NB : 3 poteaux d'incendie existent à proximité de l'établissement.

2 poteaux supplémentaires sont prévus a priori sur le site à une distance \leq à 60 m des raccords d'alimentation des colonnes sèches.

Moyens d'extinction

- Colonnes d'incendie

Les escaliers « principaux » desservant le corps du bâtiment de R+4 comporteront une colonne sèche équipée, à chaque niveau d'1 prise de 65 m³/m et 2 prises de 40 m³/m.

Les poteaux d'incendie devront se situer à une distance \leq à 60 m du raccord d'alimentation.

- Extincteurs

Seront prévus :

Des extincteurs portatifs de 6 litres à raison d'1 appareil/ 200 m²/ niveau.

Des extincteurs de type CO 2 à proximité des installations électriques.

Un extincteur à eau pulvérisée dans chaque espace d'attente sécurisé.

Système de sécurité incendie

Un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme du type 1, sera mis en œuvre.

L'équipement central sera implanté à rez-de-chaussée dans un volume technique isolé CF 1 h + porte CF ½ h + FP.

- La détection sera implantée dans :
 - l'atrium,
 - les locaux techniques,
 - les locaux à risque particulier,
 - les circulations tous niveaux,
 - les locaux accessibles au public,
 - les vides de plafond > à 80 cm.

- La fermeture des portes de recoupement des circulations et d'encloisonnement des escaliers sera asservie à l'alarme.
- Dans les différents amphithéâtres, l'alarme générale sera interrompue par la diffusion d'un message d'évacuation préenregistré. L'alarme générale sera précédée de la mise en éclairage normal des salles, et de l'arrêt du programme en cours (cf. art L16).
- L'alarme sera audible sur l'ensemble de l'établissement. L'alarme sonore sera doublée par un système visuel (flash), dans les locaux où ils peuvent être seuls, destiné aux malentendants. La localisation de ces dispositifs sera précisée dans le cahier des charges fonctionnel du SSI.

Système d'Alerte

L'établissement comportera une ligne téléphonique urbaine.

Plans et Consignes de sécurité

Plans

Les plans, comportant la représentation des différents niveaux du bâtiment, seront apposés à proximité des accès principaux.

Des plans et des consignes de sécurité, adaptés à l'établissement, seront placés à tous les niveaux et au local de sécurité. La norme NF S 60.303 sera prise en compte.

Les plans comporteront la localisation et les caractéristiques des espaces d'attente sécurisés.

Consignes

En application des articles MS 46, l'établissement disposera, pendant la présence du public, d'un service de sécurité composé de personnels formés et instruits.

Ils connaîtront, en particulier, la localisation et les caractéristiques des espaces d'attente sécurisés. Ils seront formés à la pratique de l'évacuation des personnes en situation de handicap, notamment les personnes à mobilité réduite et les personnes mal voyantes.

Des consignes, rédigées en français et en anglais, seront apposées dans chaque espace prévu.

Registre de sécurité

Outre les renseignements généraux habituels (cf. art R 123.51 du CCH), les différentes dispositions prises pour l'évacuation des personnes en situation de handicap seront portées sur le registre.

Seront également mentionnées les formations dispensées au personnel du service de sécurité.

XVII. BATIMENT ENSEIGNANT

Il s'agit d'un bâtiment existant réhabilité de un étage sur rez-de-chaussée.

Il est indépendant et isolé par une distance de 8 m.

Il comporte :

- R+1 : Logement du gardien
Locaux syndicaux/Salle à manger
- RDC : Bureaux
Salles de réunions

Il a été considéré non accessible au public.

XVIII. BATIMENT TECHNIQUE

A simple rez-de-chaussée, il est indépendant et isolé des autres bâtiments.

Il comprend :

- Vestiaires/Douches et réserve matériel de sport.
- Les locaux techniques :
 - Chaufferie
 - Local poubelles
 - Groupe froid

- Transformateur

Ces divers locaux seront isolés CF 1 H ou CF 2 H selon leur classement.

XIX. DEMANDE D'ADAPTATION DU REGLEMENT

Encloisonnement de l'escalier du bâtiment Nord

Le projet prévoit un escalier monumental, en position centrale sur 3 niveaux – rez-de-chaussée, R+1, R+2 – Il est pris en compte dans les dégagements.

Demande

Ne pas encloisonner cet escalier au niveau rez-de-chaussée, pour des raisons architecturales.

Compensations

- Mise en place d'écran de cantonnement en partie basse.
- Mise en place d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.
- Désenfumage séparé de l'escalier, du hall et de la cafétéria
- Dégagements en surnombre
- Population adulte (type R)
- Engagement du chef d'établissement sur le fonctionnement du hall seulement comme hall.



**MARCHÉ DE CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE
REPROGRAPHIE, PÔLE INFORMATIQUE ET BUREAU AGENT**
85 Rue du Dr Bousquet, 63100 Clermont-Ferrand

ANNEXE 2

Arrêté du permis PC063 113 17 G0113



date de dépôt : 14 juin 2017


demandeur : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE, représentée par Madame BARBIER Agnès

pour : Modifications de salles de cours et des façades Sud et Est

adresse terrain : 85 Rue du Docteur Bousquet, à Clermont-Ferrand (63100)

Préfet de Puy-de-Dôme

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE CLERMONT-FD

DIRE  ENSEIGNANTS

31 OCT. 2017

SG	DIR. ETUDES	PROSPECTIVE DEVELOPPEMENT
GESTION COMPTA	PEDAGOGIE	COMMUNICATION
RH	SCOLARITE	BIB
INTERIEUR		

Le préfet de Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire
au nom de l'État

Vu la demande de permis de construire présentée le 14 juin 2017 par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture, représentée par Madame BARBIER Agnès demeurant 85 Rue du Docteur Bousquet, Clermont-Ferrand (63100);

Vu l'objet de la demande :

- pour modifier les salles de cours et les façades Sud et Est (réalisation d'adaptations dans le bâtiment principal d'enseignement) ;
- sur un terrain situé 85 Rue du Docteur Bousquet, à Clermont-Ferrand (63100) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 04/11/2016 ;
Et notamment le règlement de la zone UG ;

Vu l'avis réputé favorable de Service National d'Ingénierie Aéroportuaire ;

Vu l'autorisation de travaux pour la création ou la modification d'un établissement recevant du public accordée en date du 19 septembre 2017 ;

Vu l'arrêté en date du 24 mars 2000 portant inscription au titre des monuments historique de l'hôpital-sanatorium Sabourin, situé à Clermont-Ferrand (63-Puy-de-Dôme) ;

Vu l'accord avec prescriptions du Préfet de région au titre des travaux portant sur immeuble inscrit au titre des monuments historiques en date du 18 octobre 2017 ;

Considérant la qualité architecturale et la protection de l'édifice au titre des monuments historiques ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans son avis ci-joint, devront être strictement respectées.

Fait à CLERMONT-FERRAND, Le **27 OCT. 2017**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur départemental des territoires,

Armand SANSÉAU

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale
des affaires culturelles

Pôle architecture
et patrimoines

Conservation régionale
des monuments historiques
Site de Clermont-Ferrand

Affaire suivie par : Denise Morange
☎ : 04.73.41.27.39
✉ : denise.morange@culture.gouv.fr

Clermont-Ferrand, le

18 OCT. 2017

Le directeur régional des affaires culturelles
d'Auvergne-Rhône-Alpes

à

Monsieur le directeur départemental
des territoires du Puy-de-Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 CLERMONT-FERRAND

A l'attention de Madame Françoise PERRIER

000797

Objet : Dossier de demande de permis de construire PC n° 063 113 17 G0113

Demandaeur : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture

Edifice : Hôpital-sanatorium Sabourin (actuelle ENSA) – 85 rue du Docteur Bousquet –
CLERMONT-FERRAND (63100)
inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 24 mars 2000

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli la décision prise sur le dossier identifié ci-dessus, que vous m'avez fait parvenir pour accord du préfet de région en application des articles L 621-27 2^{ème} alinéa du code du patrimoine et R 425-16 du code de l'urbanisme.

Dans l'arrêté de permis de construire, merci de bien vouloir viser l'accord de Monsieur le Préfet de région (ou le cas échéant le refus) conformément aux articles susvisés et non « l'avis ».

Je vous précise que le contrôle des travaux faisant l'objet du présent permis de construire sera effectué par Monsieur Régis DELUBAC, architecte des bâtiments de France, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Puy-de-Dôme. Je vous remercie de bien vouloir en informer le demandeur.

Pour le directeur régional des affaires culturelles
et par délégation,

Anne EMBS
Conservatrice régionale adjointe des
monuments historiques



Préfet du Puy-de-Dôme

dossier n° PC 063 113 17 G0113

date de dépôt : 14 juin 2017

demandeur : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
D'ARCHITECTURE représentée par Madame
BARBIER Agnès

pour : Travaux d'aménagement dans le bâtiment
principal d'enseignement

adresse terrain : 85 Rue du Docteur Bousquet à
Clermont-Ferrand (63000)

**AUTORISATION DE TRAVAUX
POUR LA CREATION OU LA MODIFICATION
D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP)**

au titre de l'article L 111-8 du code de la Construction et de l'Habitation
délivrée par le préfet au nom de l'État

**Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la demande d'autorisation n° AT 063 113 17 G5038 présentée par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand, représentée par Madame BARBIER Agnès concernant la réalisation d'adaptations dans le bâtiment principal d'enseignement (sans création de surfaces) sur la commune de Clermont-Ferrand – 85 Rue du Docteur Bousquet ;

Vu l'article L 111- 8 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R 111-19-13 à R 111-19-26 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'avis favorable tacite de la sous-commission départementale pour l'accessibilité pour les travaux susvisés en date du 22/08/2017 ;

Vu le procès-verbal de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 27 juillet 2017 donnant un avis favorable avec prescriptions pour les travaux susvisés ;

ARRETE

Article 1

L'autorisation de réaliser les travaux décrits dans la demande susvisée est accordée sous réserve de respecter les prescriptions énoncées dans l'article suivant.

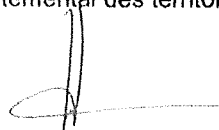
Article 2

Les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public devront être strictement respectées.

Fait à Clermont-Ferrand, le

19 SEP. 2017

Le Préfet
Par délégation,
le directeur départemental des territoires



Armand SANSÉAU

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.
A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.



----- oOo -----

**Sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les établissements recevant du public
et les immeubles de grande hauteur**

----- oOo -----

SEANCE du 27/07/2017

CLERMONT FERRAND
ECOLE ARCHITECTURE
Demande d'autorisation de travaux
AT 113 17 G 5038 - PC 113 17 G 0113

Les membres de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur prennent connaissance des observations présentées par le rapporteur du service départemental d'incendie et de secours, et décident :

Ce document comporte 14 pages



Pôle opération prévention
Groupement de prévention des risques
Etablissements recevant du public

Réf. : POP/GPR/LC/FM/D-2017-003430

Affaire suivie par :

Capitaine LUCAS Christophe

☎ : 04-73-98-65-50

☎ : 04-73-98-65-59

✉ : secretariat_S-Com@sdis63.fr

RAPPORT D'ETUDE

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE E.R.P. - I.G.H.

Code	E11301286-000
Etablissement	ECOLE ARCHITECTURE
Classement avant projet	(Type(s) R L N de catégorie 2)
Classement après projet	(Type(s) R L N de catégorie 2)
Adresse	85 Rue du Docteur Bousquet
Commune	CLERMONT FERRAND

Références :

Dossier AT 113 17 G 5038 - PC 113 17 G 0113

Transmis par la DDT CLERMONT - SPAR (PC ETAT + AT 18 Communes) Bureau PDSF, en date du 21/06/2017, reçu le 23/06/2017

Documents consultés :

- Formulaire Cerfa n°13409 complété par le Cerfa dossier spécifique ;
- Jeu de plans datés de juin 2017 ;
- Notice technique de sécurité datée de juin 2017 ;
- Engagement du maître d'ouvrage relatif à la solidité ;
- Déclaration des effectifs établie par le chef d'établissement non datée.

I- ELEMENTS DESCRIPTIFS :

I-1 Description du projet :

Le présent projet concerne la modification de cloisonnement dans le bâtiment principal d'enseignement de l'école d'architecture, ainsi que des modifications concernant les façades Sud et Est.

Les travaux prévus sont les suivants :

- RDJ bas : fusion de la salle d'art plastique et de la salle modelage en un espace commun, pose de stores extérieurs ;
- RDJ haut : fusion de deux salles pour créer une salle d'enseignement informatique ;
- R+1 : fusion de salles de travail, création de deux espaces de travail (1 et 2) ;
- R+3 : fusion de salles de travail, création de deux espaces de travail (1 et 2) ; adaptation des vitrages pour la création d'une issue de secours par le balcon ;
- R+4 : transformation d'un espace réunion ouvert en un bureau (partie administration) ;
- R+5 : création d'un auvent de protection devant l'ascenseur extérieur.

I-2 Historique :

L'implantation de cette activité dans ce bâtiment s'est faite en 2015 avec le permis de construire n° 113 11 G 0189 délivré après l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 29/09/2011. Ce dossier concernait la réhabilitation du bâtiment et du pavillon des personnels du domaine de l'ancien hôpital sanatorium SABOURIN. Ce bâtiment est inscrit à l'inventaire supplémentaire de Monuments Historiques et recevra l'école d'architecture. Un avis favorable au projet a été émis. Les travaux sont les suivants :

- Démolition partielle aile Nord, chaufferie, structure et planchers du bâtiment principal ;
- Construction neuve au Nord du bâtiment ;
- Deux autres petits édifices, distincts et isolés, complètent ce projet. Il s'agit du bâtiment R+1 enseignants, non accessible au public, et du bâtiment technique à simple rez-de-chaussée.

Un dossier de permis construire modificatif n° 113 11 G 0189 M01 a été déposé pour étude par la sous commission départementale de sécurité du 13/05/2015. Ce dossier concernait des modifications au permis de construire initial. Ces modifications sont les suivantes :

Modifications techniques :

- Bâtiment principal circulations façade Sud
 - Recoupement des circulations par des blocs-portes pare-flammes ½ heure en va-et-vient avec oculus, dont la fermeture est asservie au SSI de catégorie A (voir demande de dérogation) ;
 - Repositionnement des ouvrants de désenfumage ;
- Bâtiment Nord (extension)
 - Création d'un châssis de désenfumage à côté des verrières de la bibliothèque.
- Bâtiment des enseignants
 - Création d'un espace restauration au rez-de-chaussée du bâtiment ;
 - Création d'un châssis de désenfumage sur l'édicule de la cage d'escalier ;
 - Transformation d'une fenêtre en porte-fenêtre pour création d'une issue de secours façade Est.

Modification d'affectation :

- Bâtiment des enseignants
 - Création d'une cuisine avec salle de restauration au rez-de-chaussée.

Modifications architecturales :

- Bâtiment principal
 - Diverses modifications architecturales et notamment à la demande de la DRAC Auvergne, les gardes corps des verrières d'angles et la main courante des escaliers sont restitués en état d'origine (NFP 01-012) norme applicable au permis de construire du bâtiment.
- Bâtiment Nord (extension)
 - Modification dans le calepinage des verrières des salles d'Arts plastiques.
- Jardins
 - Suppression des terrains de sport
 - Modification des allées le long de la voie pompiers.

Traitement des eaux de pluie :

- Diminution de 1225 m² de surfaces imperméabilisées (passe de 6310 m² à 5085 m²)
- Création d'un bassin de rétention à ciel ouvert sur le parking existant rue BOUSQUET.

La visite de réception avant ouverture du PC initial et modificatif a eu lieu le 15/06/2015 (avis défavorable) et le 17/07/2015 (avis favorable).

Dérogations :

L'établissement bénéficie d'une dérogation à l'application de l'article CO 52 de l'arrêté du 22 décembre 1981 après l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité du 29/09/2011. Le détail de l'exonération, les mesures compensatoires proposées et les mesures complémentaires demandées par ladite sous-commission sont :

En dérogation de l'article CO52 de l'arrêté du 22 décembre 1981, le pétitionnaire demande à être exonéré de l'encloisonnement de l'escalier monumental au niveau rez-de-chaussée.

En compensation, le demandeur propose les dispositions suivantes :

- Mise en place d'un écran de cantonnement en partie basse ;
- Désenfumage séparé de l'escalier, du hall et de la cafétéria ;
- Mise en place d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 ;
- Dégagements en surnombre ;
- Population adulte ;
- Engagement du chef d'établissement sur le fonctionnement du hall seulement comme hall.

L'établissement bénéficie d'une dérogation à l'application de l'article CO 24 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980 après l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité du 13/05/2015. Le détail de l'exonération, les mesures compensatoires proposées et les mesures complémentaires demandées par ladite sous-commission sont :

En dérogation de l'article CO 24 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980, le pétitionnaire demande à être exonéré de recouper les circulations du R+2, R+3 et R+4 dont la longueur varie entre 28 et 35 mètres.

En compensation, le demandeur propose les dispositions suivantes :

- L'établissement dispose d'un SSI de catégorie A ;
- Des dégagements excédentaires.

La dernière visite périodique de contrôle effectuée par la commission d'arrondissement de sécurité date du 17/07/2015. Celle-ci a émis un avis Favorable à l'ouverture de l'établissement.

I-3 Description de l'établissement après réalisation du projet :

Cet établissement se situe dans un immeuble R+5. Il possède une façade accessible côté Sud. La desserte est assurée par une voie échelle avec aire de retournement depuis la rue du Docteur Bousquet. Il est isolé de tous tiers par éloignement à plus de 8 mètres. La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

L'établissement, à R + 5, est distribué de la façon suivante :

- au 5^e étage (terrasse) :
 - Une terrasse accessible,
 - deux locaux de CTA.
- au 4^{ème} étage :
 - Deux zones d'attente,
 - un local photocopieur,
 - un local courrier,
 - un local de rangement,
 - un local électrique,
 - un local ménage,
 - deux refuges PMR,
 - **un bureau (ancienne salle de réunion),**
 - dix sept bureaux,
 - deux terrasses accessibles,
 - des sanitaires.
- au 3^{ème} étage :
 - **Six** salles de travail,
 - un local technique,
 - des sanitaires.
- au 2^{ème} étage :
 - Sept salles de travail,
 - un local répartiteur,
 - des sanitaires,
- au 1^{er} étage :
 - **sept salles de travail,**
 - un local répartiteur,
 - des sanitaires.
- au rez-de-chaussée :
 - Un hall,
 - un amphithéâtre de 286 places,
 - un amphithéâtre de 118 places,
 - un espace d'exposition de 206 m²,
 - une salle informatique,
 - deux salles de travail,
 - une cafétéria,
 - cinq bureaux,
 - un coin repos,
 - un centre de documentation/médiathèque,
 - trois salles de travail en groupe,
 - un local coopérative,
 - quatre locaux associatifs,
 - un local BDE,
 - des locaux de rangement,
 - des réserves,
 - un local VTP.
- au rez-de-jardin haut :
 - Deux salles informatiques **dont 1 agrandie,**

- deux salles de travaux dirigés,
 - un local répartiteur,
 - un local de rangement maquettes,
 - un local de fabrication de maquette,
 - un local de rangement de matériel et outillage.
- au rez-de-jardin bas :
- Six bureaux,
 - deux salles de travail enseignements,
 - **une salle d'arts plastiques,**
 - un local reprographie,
 - un plateau d'expérimentation et atelier,
 - un plateau audiovisuel,
 - un magasin,
 - des vestiaires,
 - un local de stockage papiers,
 - un local TGBT,
 - un local serveur,
 - des bureaux,
 - un local CTA,
 - un local sous-station,
 - un local d'archives,
 - un local courant faible,
 - un local onduleur,
 - des magasins,
 - des sanitaires.

Le bâtiment est constitué d'une structure stable au feu de degré 1 heure pour ce qui concerne les éléments principaux. Les planchers sont coupe-feu de degré 1 heure. La distribution intérieure est un cloisonnement traditionnel coupe-feu de degré 1 heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs-portes sont pare-flammes de degré ½ heure. Les baies d'éclairage sur allège sont pare-flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants sont pare-flammes de degré ½ heure. Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure en va-et-vient équipés d'oculus asservis au SSI. Les escaliers sont encloisonnés, les parois sont coupe-feu de degré 1 heure, les blocs portes pare-flammes de degré ½ heure, leur fermeture est asservie au SSI. La distance maximale à parcourir pour rejoindre un escalier encloisonné est inférieure à 40 mètres et inférieure à 30 mètres si l'on se trouve dans une partie de bâtiment formant cul-de-sac. Il n'y aura pas de C+D du fait que l'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A.

Les locaux considérés à risques moyens d'incendie sont les locaux de photocopie, les locaux de rangement, les locaux de ménage, les locaux électriques, les locaux de CTA, le local sous station, les locaux répartiteurs, le local VTP, les réserves, les locaux d'archives, le local onduleur, le local courant faible, les locaux techniques, les magasins, le local de stockage papier et le local TGBT. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes. Le local SSI sera implanté au rez-de-chaussée dans le hall principal, ce local sera isolé par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par un bloc porte coupe-feu de degré ½ heure équipé d'un ferme-porte.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

NIVEAUX	Public	Personnel	Cumul	Dégagements Exigibles	Dégagements Réalisés	OBSERVATIONS
En terrasse	300	/	300*	2 dégagements totalisant 4UP	2 dégagements totalisant 4UP	Le public reçu à ce niveau ne se cumule pas
4 ^{ème} étage	/	57	57	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 6 UP	RAS
3 ^{ème} étage	139	/	196	2 dégagements totalisant 3 UP	2 dégagements totalisant 6 UP	RAS

NIVEAUX	Public	Personnel	Cumul	Dégagements Exigibles	Dégagements Réalisés	OBSERVATIONS
2 ^{ème} étage	140	/	336	2 dégagements totalisant 5 UP	3 dégagements totalisant 8 UP	RAS
1 ^{er} étage	180	/	516	3 dégagements totalisant 6 UP	4 dégagements totalisant 8 UP	Dont 1 dégagement de 2 UP donnant sur l'extérieur
Rez-de-chaussée	402	/	916	3 dégagements totalisant 10 UP	6 dégagements totalisant 21 UP	Dont 3 dégagements totalisant 15 UP donnant sur l'extérieur
Rez-de-jardin haut	583	/	583	3 dégagements totalisant 3 UP	4 dégagements totalisant 9 UP	Dont 1 dégagement totalisant 3 UP donnant sur l'extérieur
Rez-de-jardin bas	90	/	90	2 dégagements totalisant 2 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	Dont 2 dégagements totalisant 4 UP donnant sur l'extérieur
Etablissement	991	57	1048	4 dégagements totalisant 11 UP	7 dégagements totalisant 24 UP	RAS

Les solutions retenues pour le public en situation de handicap qui se trouve dans l'incapacité de pouvoir évacuer ou être évacué rapidement sont les suivantes :

- Création d'espaces d'attente sécurisés au niveau 4. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs portes coupe-feu de même degré ;
- Pour le reste des niveaux, création de paliers, dans les escaliers protégés, pouvant accueillir au minimum 2 personnes en fauteuil roulant, sans réduire la largeur minimale de passage.

Cet établissement possède les équipements techniques suivants :

- Un désenfumage naturel des cages d'escaliers au moyen d'exutoires de fumée de 1 m² de surface géométrique en partie haute. Leur ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
- Un désenfumage naturel de l'escalier tournant par un exutoire de 2 m². L'ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
- Un désenfumage naturel des circulations du 1^{er} étage, du rez-de-chaussée et du rez-de-jardin au 1/200^{ème} (circulations considérées comme des locaux) ;
- Un désenfumage naturel de la bibliothèque du rez-de-chaussée au moyen d'exutoires de fumée et d'amenées d'air en façade ;
- Un désenfumage mécanique des amphithéâtres ;
- Un désenfumage mécanique du hall principal et amenées d'air par ouverture automatique des portes intérieures avec asservissement au CMSI ;
- Un désenfumage naturel de la cafétéria et du déambulatoire au moyen d'exutoires asservis au CMSI ;
- Un désenfumage naturel des déambulatoires du 1^{er} étage et du rez-de-jardin haut au moyen d'ouvrants en façade asservis au CMSI ;
- Un désenfumage naturel du volume libre entre le rez-de-chaussée, le 1^{er} et le 2^{ème} étage au moyen d'un exutoire de 2 m². L'ouverture est asservie à la détection et au CMSI ;
- Un désenfumage mécanique de la circulation des amphithéâtres au rez-de-jardin asservi au SSI ;
- Le système de désenfumage dispose d'une alimentation électrique de sécurité (dérivation issue directement du tableau principal) ;
- Une installation de chauffage par radiateurs à circulation d'eau chaude alimentés par une chaufferie au gaz d'une puissance nominale de 1100 kW ;
- Une installation de gaz destinée à l'alimentation de la chaufferie ;

- Un dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique à l'exception des alimentations normales des installations de sécurité (éclairage de sécurité, SSI, les moyens d'alerte), inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours ;
- Un éclairage de sécurité assurant la fonction d'évacuation au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- Un éclairage de sécurité assurant la fonction d'anti-panique au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- Un système de sécurité incendie de catégorie A, d'un équipement d'alarme de type 1 comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores, des détecteurs automatiques d'incendie dans le volume libre entre le 1^{er} et le 2^{ème} étage, l'ensemble des locaux techniques, l'ensemble des locaux à risques particuliers d'incendie, l'ensemble des locaux accessibles au public et les vides de plafond supérieurs à 80 centimètres. L'alarme sera interrompue par la diffusion d'un message d'évacuation préenregistré avec remise en lumière et arrêt du programme en cours dans les amphithéâtres. L'alarme sonore sera doublée par un système visuel de type flash dans les locaux où le public peut se retrouver seul ;
- Un téléphone urbain permettant l'alerte des sapeurs-pompiers ;
- Des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;
- Des colonnes sèches.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par plusieurs Points d'Eau d'Incendie (PEI), assurant un débit global non précisé, et de type non précisé.

La distance maximale du 1er PEI avec l'établissement à défendre est inférieure à 200 mètres mesurée sur des chemins carrossables et utilisables par les moyens des services d'incendie et de secours. Néanmoins la distance maximale avec un ½ raccord d'alimentation d'une colonne sèche est inférieure à 60 mètres d'un poteau ou d'une bouche d'incendie normalisés.

La surveillance organisée par le chef d'établissement est assurée par des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours.

II- TEXTES APPLICABLES à l'ETABLISSEMENT :

↳ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 5 février 2007 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les salles à usage d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (Dispositions Particulières - Type L).

↳ Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les restaurants et débits de boissons (Dispositions Particulières - Type N).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1er « Obligation du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligation de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

III- DETERMINATION de l'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptible d'être admises simultanément est déterminé, en application de l'article R2, selon la déclaration du chef d'établissement à :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
En terrasse	178	122	300 personnes*
4 ^e étage	17	40	57 personnes
3 ^e étage	129	10	139 personnes
2 ^e étage	130	10	140 personnes
1 ^{er} étage	165	15	180 personnes
Rez-de-chaussée	380	22	402 personnes
Rez-de-jardin haut	34	6	40 personnes
Rez-de-jardin bas	71	19	90 personnes
	926	122	1 048 personnes

***Remarque :** l'effectif de la terrasse ne se cumule pas avec le reste de l'établissement.

IV- CLASSEMENT :

L'établissement existant est classé en type **R** avec des aménagements du type **N** et **L** de catégorie **2** en application des articles R.123-18, R.123-19, GN 1, GN 5, R1, R2, N1, N2, L1, L3, depuis le permis de construire n° 113 11 G 0189 M01, délivré suite à l'avis de la sous-commission ERP IGH du 13/05/2015.

Cet établissement isolé, après réalisation du projet, est classé en type **R** avec des aménagements du type **L** et **N** de catégorie **2** en application des articles R.123-18, R.123-19, GN 1, GN 5, R1, R2, N1, N2, L1, L3.

V- PRESCRIPTIONS :

Compte tenu des documents figurant au dossier, le service départemental d'incendie et de secours propose à la commission de prescrire les mesures de sécurité suivantes :

ARTICLE	N°/ PRESCRIPTIONS
R123-3 R123-43	<p>1. Les constructeurs, propriétaires et exploitants sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations sont établies en conformité avec les dispositions de la réglementation.</p> <p>Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement.</p> <p>Réaliser les travaux conformément aux documents transmis sauf prescription(s) contraire(s) ci-après.</p>
R123.51 GE3§3	<p>2. Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ l'état du personnel chargé du service de sécurité ;➤ les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap ;➤ les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;➤ les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.
GN13	<p>3. Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.</p> <p>Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public, les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution, à l'isolement du lieu de travail, et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises.</p>
CO1, CO2§4 Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63	<p>4. Garantir en permanence la desserte des bâtiments y compris en saison hivernale. A cet effet, les bornes escamotables, barrières à chaîne, potelets et barrières éventuels doivent pouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction, être escamotables, à fermeture par cadenas sécable, être d'un poids inférieur à 15 Kg pour les appareils portables ; <input type="checkbox"/> Être déverrouillables à l'aide de triangle de manœuvre (triangle de manœuvre de 11 mm) ; <input type="checkbox"/> Être débrayables lorsqu'ils sont motorisés. <p>Aucun dispositif de type clé, passe, télécommande ou autre moyen non-conforme aux points ci-dessus n'est accepté par le service départemental d'incendie et de secours du Puy-de-Dôme (S.D.I.S. 63). En cas d'installation d'un dispositif de contrôle des accès, le propriétaire ou l'exploitant, devant permettre l'accès des secours sans délai, peut interroger le groupement de mise en œuvre opérationnelle du service départemental d'incendie et de secours afin de connaître la validité de son dispositif.</p>
MS53 à MS60 MS75	<p>5. Réaliser le système de sécurité incendie (S.S.I.) conformément aux dispositions des articles MS53 à MS60 du règlement de sécurité.</p> <p>Fournir à la commission de sécurité lors de la visite de réception le procès-verbal du coordonnateur S.S.I., précisant l'application des dispositions du point 16 de la norme NFS61-932 (conformité du système installé, essais de réception technique selon l'annexe A, vérification des documents techniques du dossier d'identité) et comportant une synthèse des éventuelles remarques.</p>
EL11	<p>6. Installer un ou des dispositifs de coupure de couleur rouge, permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement. Ces dispositifs doivent être inaccessibles au public, faciles à atteindre par les services de secours (à proximité du SSI ou de l'entrée principale) et ne doivent pas couper l'alimentation normale des installations de sécurité (SSI, moyen d'alerte). Une signalétique « coupure générale électrique sapeurs-pompiers » doit être apposée.</p>
MS45 MS46 MS57 MS66 MS52	<p>7. Assurer la surveillance de l'établissement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours. <p>L'organisation de cette surveillance relève de la responsabilité du chef d'établissement. Ces personnes doivent être entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours (SSI et moyens de lutte contre l'incendie).</p>
MS5, MS6 Arrêté préfectoral du 16 janvier 2017 portant approbation du RDDECI	<p>8. Vérifier que la défense extérieure contre l'incendie peut être assurée par un débit minimal de 120 m³/h pendant deux heures, sur 3 Points d'Eau d'Incendie (PEI) au maximum et du type :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> poteau d'incendie de 65 - normalisé NF EN 14384 ou NF S 61-214 d'un débit minimum unitaire de 30 m³/h,¹ <input type="checkbox"/> poteau d'incendie de 100 - normalisé NF EN 14384 ou NF S 61-213 d'un débit minimum unitaire de 60 m³/h,¹ <input type="checkbox"/> poteau d'incendie de 2 x 100 - normalisé NF EN 14384 ou NF S 61-213 d'un débit minimum unitaire de 120 m³/h,¹

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
MS 73	<p> <input type="checkbox"/> bouche d'incendie de 100 - normalisé NF EN 14339 ou NF S 61-211 d'un débit minimum unitaire de 60 m³/h, ¹ <input type="checkbox"/> réserve artificielle (bâche à eau, citerne...) avec aire d'aspiration, ² <input type="checkbox"/> réserve naturelle (étang, rivière ...) avec aire d'aspiration. ² </p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau est basé sur l'extinction d'un feu limité à la surface développée de moins de 2000 m², non recoupée par des parois coupe-feu 1h minimum et non sprinklée pour un risque de classe 1.</p> <p>Compléter cette défense par des moyens publics ou privés si besoin.</p> <p>La distance maximale du 1er PEI avec l'établissement à défendre doit être inférieure à 200 mètres mesurée sur des chemins carrossables et utilisables par les moyens des services d'incendie et de secours et de 400 mètres pour les PEI complémentaires dans le cas où plusieurs PEI sont nécessaires pour obtenir le potentiel hydraulique requis. Néanmoins la distance maximale avec un ½ raccord d'alimentation d'une colonne sèche doit être inférieure à 60 mètres d'un poteau ou d'une bouche d'incendie normalisés.</p> <p>L'emplacement de chaque point d'eau incendie doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> facilement accessible en permanence, y compris en saison hivernale ; <input type="checkbox"/> éloigné du flux thermique en cas d'incendie ; <input type="checkbox"/> situé à 5 m au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie, dans le cas d'un poteau d'incendie normalisé ou bouche d'incendie normalisée ; <input type="checkbox"/> dotée d'une aire d'aspiration de 32 m² signalée et réalisée conformément à l'arrêté préfectoral portant approbation du RDDECI, dans le cas d'un point d'eau naturel ou d'une réserve artificielle nécessitant une aspiration. <p>Le service prévision du SDIS63 peut être consulté pour toute disposition relative à la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral portant approbation du RDDECI, notamment par mail : prevision_hydraulique@sdis63.fr</p> <p>Fournir à l'organisme agréé en charge des vérifications une attestation indiquant les caractéristiques du ou des points d'eau incendie (débit, pression, conformité ou capacité des points d'eau naturels ou réserves artificielles).</p> <p>¹ Les règles d'installation, de réception et de maintenance sont définies par la norme NFS 62-200 et l'arrêté préfectoral portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).</p> <p>² Les règles d'installation, de réception et de maintenance sont définies par l'arrêté préfectoral portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).</p>
R123.43 GE7 Décret du 8 mars 1995 modifié	<p>9. Faire vérifier, par un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur (1), pendant la phase construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les dispositions concernant la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique prévu à l'article GE8§1, ➤ les prescriptions du présent rapport ; <p>(1) Par divers modes de communication, le ministère de l'intérieur a précisé les conditions d'indépendance et d'impartialité des personnes et organismes agréés en application de l'article R111.31 du CCH. De ces conditions ressort que la mission de vérification réglementaire après travaux ne peut être confiée à une entité apparentée au coordinateur en charge de la conception du SSI. Il est impératif que l'organisme agréé par le ministère de l'intérieur ait une indépendance totale de toute mission de conception sur une installation ou un équipement, tel que le système de sécurité incendie... Un organisme qui enfreindrait cette règle d'indépendance s'expose à un retrait ou suspension de l'accréditation délivrée au titre de la norme NF EN ISO/CEI 17020 et par conséquent le retrait ou la suspension de l'agrément du ministère de l'intérieur. Il en est de même pour toute vérification en exploitation, d'une installation ou d'un équipement ayant été conçu par une entité apparentée à l'organisme agréé, pendant une durée de 2 ans à compter de la réception.</p> <p>Faire vérifier la solidité de l'ouvrage par un organisme agréé par le ministère compétent.</p>

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
<p>R123.51 GE3</p> <p>R123.45 Arrêté préfectoral relatif à la CCDSA</p>	<p>Annexer au registre de sécurité les rapports des organismes ou personnes chargés des vérifications techniques imposées.</p> <p>Faire visiter l'établissement par la commission de sécurité au moins un jour avant l'ouverture au public prévue; solliciter son passage au moins un mois avant la date de réception envisagée.</p> <p>Présenter au préventionniste du SDIS en charge de la réception, deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur, ➤ l'attestation du contrôleur technique précisant que celui-ci a bien exécuté l'ensemble de la mission L complétée des conclusions attestant la solidité de l'ouvrage, ➤ le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) rédigé conformément à l'article GE9 en comportant : <ul style="list-style-type: none"> □ les renseignements d'ordre général et administratif, □ les avis relatifs à la conformité émis dans l'ordre des dispositions réglementaires, □ les avis relatifs aux non-conformités avec un commentaire explicatif, □ la liste complète des avis de non-conformité ainsi que leurs commentaires explicatifs, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées, établie en début ou en fin de rapport, □ le rappel des prescriptions annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux, □ le rappel des aggravations et des dérogations accordées par l'autorité administrative.
<p>L111-8 R111.19.13</p> <p>R111.19.14</p> <p>R111.19.17 R123.22 GE2§1</p>	<p>10. Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.</p> <p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p> <p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation (CCH), et dès-lors qu'elle ne fait pas l'objet par ailleurs d'une demande de permis de construire ou d'aménager au titre du code de l'urbanisme ; <p><u>ou</u></p> <p>L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis complété par le Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ; - Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les

ARTICLE	N° / PRESCRIPTIONS
	<p>largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ... Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ; - Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées). <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 5 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>

**PROCES-VERBAL de la sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les ERP et IGH**

CODE : E11301286-000
ETABLISSEMENT : **ECOLE ARCHITECTURE**
CLASSEMENT AVANT PROJET : (Type(s) **R, L N** de catégorie 2)
CLASSEMENT APRES PROJET : (Type(s) **R, L N** de catégorie 2)
ADRESSE : 85 Rue du Docteur Bousquet
COMMUNE : CLERMONT FERRAND
DOSSIER : AT 113 17 G 5038 - PC 113 17 G 0113
OBJET : Demande d'autorisation de travaux
Étude réalisée par : Capitaine LUCAS Christophe
Réunion du : 27/07/2017

VI- REMARQUES FORMULEES EN SEANCE :

☒ Aucune.

VII- AVIS DE LA COMMISSION :


La sous-commission départementale de sécurité, adopte, dans leur intégralité, les observations présentées par le service départemental d'incendie et de secours et celles éventuellement formulées en séance.

En conséquence, elle émet un **AVIS FAVORABLE** au projet présenté.

Si des modifications étaient apportées au projet examiné ce jour, la commission devrait être appelée à statuer à nouveau.

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux. Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité. (L111-8, R111.19.13, R111.19.14, R111.19.17 du code de la construction et de l'habitation).

Le président
de la séance du 27/07/2017,


Le Chef du Service Sécurité Civile

David BESSON



**MARCHÉ DE CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE
REPROGRAPHIE, PÔLE INFORMATIQUE ET BUREAU AGENT**
85 Rue du Dr Bousquet, 63100 Clermont-Ferrand

ANNEXE 3

PV de visite de la commission de sécurité 23/11/2021



Pôle ingénierie des risques
Groupement réglementation incendie et prévention
Établissements recevant du public

Réf. : PIR/GRIP/PC/FM/D-2021-003501

Affaire suivie par :

Agent préventionniste SDIS 63

☎ : 04-73-98-65-50

☎ : 04-73-98-65-59

✉ : secretariat_S-Com@sdis63.fr

Groupe de visite de la commission d'arrondissement de sécurité

Code	E11301286-000
Établissement	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE - ENSA
Classement	Types R, N L de catégorie 2
Adresse	85 Rue du Docteur Bousquet 63000
Commune	CLERMONT FERRAND
Ouverture le	
Dernière visite périodique le	26/09/2018 ⇒ AVIS : Favorable
Date et type de visite	06/10/2021, Visite périodique
Prochaine visite périodique :	06/10/2024
Propriétaire	France Domaine M. Alain FAYARD
Fonctionnaire désigné (R123-16)	85 Rue du Docteur Bousquet 63000 CLERMONT-FERRAND

Références :

Convocation écrite du : 16/09/2021

I- ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS :

I-1 Historique :

L'implantation de cette activité dans ce bâtiment s'est faite en 2015 avec le permis de construire n° 113 11 G 0189 M01 délivré le 8 juin 2015 après l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 13 mai 2015.

Le 29 septembre 2011, un dossier de permis de construire n° 113 11 G 0189 a été déposé pour étude par la sous commission départementale de sécurité. Ce dossier concernait la réhabilitation du bâtiment et du pavillon des personnels du domaine de l'ancien hôpital sanatorium SABOURIN. Ce bâtiment est inscrit à l'inventaire supplémentaire de Monuments Historiques et reçoit l'école d'architecture. Un avis favorable au projet a été émis. Les travaux sont les suivants :

- démolition partielle aile Nord, chaufferie, structure et planchers du bâtiment principal ;
- construction neuve au Nord du bâtiment ;
- deux autres petits édifices, distincts et isolés, complètent ce projet. Il s'agit du bâtiment R + 1 enseignants, relevant de la **5^e catégorie (type N)**, et du bâtiment technique à simple rez-de-chaussée non accessible au public.

Le mercredi 13 mai 2015, un dossier de permis construire modificatif n° 113 11 G 0189 M01 a été déposé pour étude par la sous commission départementale de sécurité. Ce dossier concernait diverses modifications au permis de construire initial.

Le 15 juin 2015, la commission d'arrondissement de sécurité de Clermont-Ferrand a procédé à la visite de réception avant ouverture de l'établissement. Celle-ci a émis un avis défavorable avec l'analyse du risque et le compte-rendu suivant :

« Les différents essais ont permis de constater un dysfonctionnement du désenfumage du petit amphithéâtre provoquant un refoulement de fumée dans la circulation adjacente non concernée par les essais. La présence de fumées a aussi été constatée dans le grand amphithéâtre.

La maîtrise d'ouvrage s'est engagée à lever l'ensemble des observations très rapidement afin de permettre dès que possible une nouvelle visite de réception.

Actuellement le bâtiment n'est pas ouvert au public. »

La dernière visite effectuée par la commission d'arrondissement de sécurité date du 17/07/2015 (VIRAO du PC modificatif M1). Celle-ci a émis un avis favorable à la réception de travaux et à l'ouverture au public de l'établissement.

Les modifications autorisées par le permis de construire n°113 17 G 0113 / autorisation de travaux n°113 17 G 5038 après l'avis de la sous-commission départementale de sécurité du 27/7/17 n'ont pas été réceptionnées par la commission d'arrondissement de sécurité.

La dernière visite périodique de contrôle effectuée par la commission de sécurité date du 26/09/2018. Celle-ci a émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

Dérogation :

I-2 Dérogations accordées (avis de sous-commission ERP-IGH en date du 29 septembre 2011 et du 13 mai 2015 :

- ✚ En dérogation de l'article CO 24 §1 de l'arrêté du 25 juin 1980, le pétitionnaire est exonéré de recouper les circulations du R+2, R+3 et R+4 dont la longueur dépasse 25 m (entre 28 et 35 mètres).
En compensation, le demandeur met en œuvre les dispositions suivantes :
 - L'établissement dispose d'un SSI de catégorie A ;
 - Les dégagements sont excédentaires.
- ✚ En dérogation de l'article CO52 de l'arrêté du 22 décembre 1981, le pétitionnaire demande est exonéré de l'encloisonnement de l'escalier monumental au niveau rez-de-chaussée.

En compensation, le demandeur met en œuvre les dispositions suivantes :

- Mise en place d'un écran de cantonnement en partie basse ;
- Désenfumage séparé de l'escalier, du hall et de la cafétéria ;
- Mise en place d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 ;
- Dégagements en surnombre ;
- Engagement du chef d'établissement sur le fonctionnement du hall seulement comme hall.

I-3 Description de l'établissement (après réalisation et réceptions des travaux du PC 113 17 G 0113):

Cet établissement se situe dans un immeuble R + 5. Il possède une façade accessible côté Sud. La desserte est assurée par une voie échelle avec aire de retournement depuis la rue du Docteur Bousquet. Il est isolé de tous tiers par éloignement à plus de 8 mètres. La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

L'établissement, à R + 5, est distribué de la façon suivante :

- au 5^e étage (terrasse) :
 - une terrasse accessible,
 - deux locaux de CTA.
- au 4^{ème} étage :
 - deux zones d'attente,
 - un local photocopieur,
 - un local courrier,
 - un local de rangement,
 - un local électrique,
 - un local ménage,
 - deux refuges locaux E.A.S. pour PMR,
 - **un bureau (ancienne salle de réunion),**
 - dix sept bureaux,
 - deux terrasses accessibles,
 - des sanitaires.
- au 3^{ème} étage :
 - **six** salles de travail,
 - un local technique,
 - des sanitaires.
- au 2^{ème} étage :
 - sept salles de travail,
 - un local répartiteur,
 - des sanitaires.
- au 1^{er} étage :
 - **sept salles de travail,**
 - un local répartiteur,
 - des sanitaires.
- au rez-de-chaussée :
 - un hall,
 - un amphithéâtre de 286 places,
 - un amphithéâtre de 118 places,
 - un espace d'exposition de 206 m²,
 - une salle informatique,
 - deux salles de travail,
 - une cafétéria,
 - cinq bureaux,
 - un coin repos,
 - un centre de documentation/médiathèque,

- trois salles de travail en groupe,
 - un local à usage de coopérative,
 - quatre locaux associatifs,
 - un local BDE,
 - des locaux de rangement,
 - des réserves,
 - un local VTP.
- au rez-de-jardin haut :
- deux salles informatiques **dont 1 agrandie**,
 - deux salles de travaux dirigés,
 - un local répartiteur,
 - un local de rangement maquettes,
 - un local de fabrication de maquette,
 - un local de rangement de matériel et outillage.
- au rez-de-jardin bas :
- six bureaux,
 - deux salles de travail enseignements,
 - **une salle d'arts plastiques**,
 - un local reprographie,
 - un plateau d'expérimentation et atelier,
 - un plateau audiovisuel,
 - un magasin,
 - des vestiaires,
 - un local de stockage papiers,
 - un local TGBT,
 - un local serveur,
 - des bureaux,
 - un local CTA,
 - un local sous-station,
 - un local d'archives,
 - un local courant faible,
 - un local onduleur,
 - des magasins,
 - des sanitaires.

Le bâtiment est constitué d'une structure stable au feu de degré 1 heure pour ce qui concerne les éléments principaux. Les planchers sont coupe-feu de degré 1 heure. La distribution intérieure est un cloisonnement traditionnel coupe-feu de degré 1 heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs-portes sont pare-flammes de degré ½ heure. Les baies d'éclairage sur allège sont pare-flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants sont pare-flammes de degré ½ heure. Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure en va-et-vient équipés d'oculus asservis au SSI. Les escaliers sont encloués, les parois sont coupe-feu de degré 1 heure, les blocs portes pare-flammes de degré ½ heure, leur fermeture est asservie au SSI. La distance maximale à parcourir pour rejoindre un escalier encloué est inférieure à 40 mètres et inférieure à 30 mètres si l'on se trouve dans une partie de bâtiment formant un cul-de-sac. Il n'y aura pas de C + D du fait que l'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A.

Les locaux considérés à risques moyens d'incendie sont les locaux de photocopie, les locaux de rangement, les locaux de ménage, les locaux électriques, les locaux de CTA, le local sous station, les locaux répartiteurs, le local VTP, les réserves, les locaux d'archives, le local onduleur, le local courant faible, les locaux techniques, les magasins, le local de stockage papier et le local TGBT. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes. Le local SSI sera implanté au rez-de-chaussée dans le hall principal, ce local sera isolé par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par un bloc-porte coupe-feu de degré ½ heure équipé d'un ferme-porte.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

NIVEAUX ou désignation	Public	Personnel	Cumul	Dégagements Exigibles	Dégagements Réalisés	OBSERVATIONS
En terrasse	300	/	300*	2 dégagements totalisant 4UP	2 dégagements totalisant 4UP	Le public reçu à ce niveau ne se cumule pas
4 ^e étage	/	57	57	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 4 UP	RVRAT 10/7/15
3 ^e étage	139	/	196	2 dégagements totalisant 3 UP	2 dégagements totalisant 4 UP	RVRAT 10/7/15
2 ^e étage	140	/	336	2 dégagements totalisant 5 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	RVRAT 10/7/15
1 ^{er} étage	180	/	516	3 dégagements totalisant 6 UP	3 dégagements totalisant 7 UP	Dont 1 dégagement de 2 UP donnant sur l'extérieur RVRAT 10/7/15
Rez-de-chaussée	402	/	918	3 dégagements totalisant 10 UP	7 dégagements totalisant 22 UP	Dont 3 dégagements donnant sur l'extérieur RVRAT 10/7/15
Rez-de-jardin haut	583	/	583	3 dégagements totalisant 3 UP	4 dégagements totalisant 9 UP	Dont 1 dégagement donnant sur l'extérieur
Rez-de-jardin bas	90	/	90	2 dégagements totalisant 2 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	Dont 2 dégagements donnant sur l'extérieur
Bibliothèque			99	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 5 UP	
Exposition			40	2 dégagements totalisant 2 UP	2 dégagements totalisant 6 UP	
Établissement	991	57	1048	4 dégagements totalisant 11 UP	8 dégagements totalisant 24 UP	RVRAT 10/7/15

L'évacuation rapide du public en situation de handicap s'effectue avec :

- un nombre adapté de sorties praticables de plain-pied au rez-de-chaussée.
- l'aide humaine disponible en permanence y compris pour les niveaux non en plain-pied.

Cet établissement possède des ascenseurs destinés à l'accessibilité des niveaux pour les personnes en situation de handicap. La solution retenue pour l'évacuation différée du public en situation de handicap, qui se trouve dans l'incapacité de pouvoir évacuer ou être évacué rapidement, est la suivante :

- création d'espaces d'attente sécurisés au niveau 4. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs portes coupe-feu de même degré ;
- pour le reste des niveaux, création de paliers, dans les escaliers protégés, pouvant accueillir au minimum 2 personnes en fauteuil roulant, sans réduire la largeur minimale de passage.

Cet établissement possède les équipements techniques suivants :

- un désenfumage naturel :
 - des cages d'escaliers enclouées par exutoire de 1 m² avec commande locale au pied ;
 - de l'escalier monumental et volume associé au moyen d'un exutoire. L'ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
 - de la bibliothèque et de la salle d'exposition du rez-de-chaussée au moyen d'exutoires de fumée et d'amenées d'air en façade ;

- au moyen d'exutoires asservi au CMSI ;
 - du déambulateur du rez-de-chaussée avec l'ensemble cafétéria / déambulateur, du déambulateur 1er étage et du déambulateur rez-de-jardin haut au moyen d'ouvrants en façade, asservi au CMSI.
- un désenfumage mécanique des 2 amphithéâtres du rez-de-chaussée, du hall principal et de la circulation des amphithéâtres au rez-de-jardin haut asservi automatiquement à la D.A.I. du SSI.
- L'installation dispose d'une alimentation électrique de sécurité (dérivation issue directement du tableau principal – puissance inférieure à 10 kW) ;
- une installation de chauffage par radiateurs à circulation d'eau chaude alimentés par une **sous station alimentée par réseau collectif urbain** ;
 - des appareils de cuisson d'une puissance cumulée totale inférieure à 20 kW ;
 - un dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique à l'exception des alimentations normales des installations de sécurité (**éclairage de sécurité**, SSI, désenfumage, moyen d'alerte), inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours situé dans le placard S.S.I. Présence d'un retour au niveau 0 pour les ascenseurs en cas de coupure électrique ;
 - un éclairage de sécurité assurant la fonction d'évacuation et assurant la fonction d'anti-panique au **moyen d'une source centrale** ;
 - un système de sécurité incendie de catégorie A, d'un équipement d'alarme de type 1 comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores, des détecteurs automatiques d'incendie dans le volume libre entre le 1^{er} et le 2^e étage, dans le vide de plafond supérieurs à 80 centimètres et généralisée à tout le reste du bâtiment. L'alarme sera interrompue par la diffusion d'un message d'évacuation préenregistré avec remise en lumière et arrêt du programme en cours dans les amphithéâtres. L'alarme sonore est doublée par un système visuel de type flash dans les locaux où le public peut se retrouver en situation d'isolement. **Le S.S.I. est mutualisé avec le bâtiment « enseignant » et le bâtiment « technique », établissements tiers (zone d'alarme distincte)** ;
 - un téléphone urbain permettant l'alerte des sapeurs-pompiers ;
 - des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;
 - un système d'interphonie avec identification dans les **Espaces d'Attente Sécurisé et les solutions équivalentes**, relié à l'accueil au rez-de-chaussée ;
 - deux colonnes sèches.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie normalisé (96m³ de débit sous 8,7 bars) et une bouche d'incendie (91m³ de débit sous 8,7 bars) situés à moins de 60 mètres des colonnes sèches. La distance maximale du 1er PEI avec l'établissement à défendre est inférieure à 200 mètres mesurée sur des chemins carrossables et utilisables par les moyens des services d'incendie et de secours. Néanmoins la distance maximale avec un ½ raccord d'alimentation d'une colonne sèche est inférieure à 60 mètres d'un poteau ou d'une bouche d'incendie normalisés.

La surveillance organisée par le chef d'établissement est assurée par des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours.

II- TEXTES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT :

↳ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

↳ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 5 février 2007 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les salles à usage d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (Dispositions Particulières - Type L).

↳ Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les restaurants et débits de boissons (Dispositions Particulières - Type N).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1er « Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

III- DÉTERMINATION DE L'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptible d'être admises simultanément a été déterminé, lors de l'examen du permis construire modificatif n°113 11 G 0189 M01 par la sous commission départementale de sécurité du 13/05/15, en application de l'article R2, par la déclaration du maître d'ouvrage de la façon suivante :

➤ 926 personnes au titre du public ;
➤ 122 personnes au titre du personnel.
Total : 1048 personnes

Répartition maximum dans les niveaux :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
En terrasse	300 personnes	/	300 personnes
4 ^e étage	/	57	57 personnes
3 ^e étage	100	/	100 personnes
2 ^e étage	140	/	140 personnes
1 ^{er} étage	97	/	97 personnes
Rez-de-chaussée	546	/	546 personnes
Rez-de-jardin haut	146	/	146 personnes
Rez-de-jardin bas	90	/	90 personnes

IV- CLASSEMENT :

Cet établissement isolé est classé en type **R** avec des aménagements des types **N** et **L** de la 2^e catégorie en application des articles R.123-18, R.123-19, GN 1, GN 5, R1, R2, N1, N2, L1 et L3.

V- DOCUMENTS CONSULTÉS :

Nature	Observations
Consignes établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap (GE3)	DOCUMENT A ANNEXER AU REGISTRE DE SECURITE
L'état du personnel chargé du service de sécurité (MS45, MS48)	23/09/2021 /CHUBB

✎ L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement¹ ni de changement des conditions d'exploitation (activité ou effectif) nécessitant une demande d'autorisation de travaux au titre du CCH.

¹ sont exclus les travaux d'entretien, les travaux de réparation courante ou ceux de la remise en état d'un élément existant de construction ou d'équipement

✎ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour le contrôle périodique (art. R123-51, GE3 et MS48) :

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Désenfumage annuelles par un technicien compétent (DF10§2)	27/09/2021	SICLI /CHUBB	NON
triennales par OA si SSI A (DF10§3)		A FAIRE	
Chauffage, ventilation annuelles par un technicien compétent (CH39, CH58§2)	Mensuel	IDEX	NON
Installations électriques annuelles par un technicien compétent (EL19) vérifications EL et EC	10/06/2021 au 13/06/2021	SOCOTEC	NON
protection des travailleurs décret 14/14/988 abrogé par décrets du 30 août 2010 annuelles par OA arrêtés du 26 décembre 2011 et du 30 avril 2012	10/06/2021 au 13/06/2021	SOCOTEC	OUI
Ascenseurs Quinquennales par OA (AS9)	2/10/2020	SOCOTEC	NON
selon contrat par un technicien compétent (AS8)	MENSUELLE	CHUBB	NON
SSI A Triennales par OA (MS73§2)	5/07/2021	SOCOTEC	NON
Annuelles par un technicien compétent (contrat MS68))	2/07/2021	CHUBB	NON
Extincteurs, annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	22/09/2021	SICLI/CHUBB	NON
Colonne sèche annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	27/09/2021	SICLI/CHUBB	OUI
Bouche et poteau incendie annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	28/09/2021	SICLI	Débit 158 m ³ /H et 168 m ³ /H

Nature	Observations
Exercice d'évacuation : (MS51, MS67, R4227-39)	6/10/2021 / 365 personnes évacuées temps inf. à 5 mn

VI- ESSAIS RÉALISÉS AU COURS DE LA VISITE :

Equipements	Localisation	Fonctionnement	Observations
Désenfumage d'escalier ↳ ouverture depuis une commande située au niveau bas de la cage		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Désenfumage des locaux ↳ ouverture depuis l'accès principal		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Coupure d'urgence de l'installation électrique ↳ maintien de l'alimentation normale des installations de sécurité		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Éclairage de sécurité ↳ d'évacuation ↳ d'ambiance		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Système de sécurité incendie ↳ Alarme	Depuis le CMSI	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Téléphone/Moyen d'alerte ↳ fonctionnement en l'absence de source normale de l'alimentation électrique		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Interphones EAS ↳ fonctionnement en l'absence de source normale de l'alimentation électrique		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

VII- PRESCRIPTIONS :

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
R123.43 R123.44 GE6 à GE10	<p><u>Vérification des installations techniques et des moyens de secours :</u></p> <p>Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification réglementaires des installations et équipements techniques, selon les dispositions du règlement de sécurité.</p> <p>Les organismes agréés (OA) devront établir un rapport conformément aux dispositions de l'article GE9 (rapport de vérification réglementaire après travaux, rapport de vérification réglementaire en exploitation, rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure), lorsque leur intervention est prévue.</p> <p>Les techniciens compétents devront établir un rapport faisant apparaître, l'objet de la vérification avec le rappel de l'article réglementaire (voir ci-dessous), l'état de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation, les éventuelles observations, le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du vérificateur.</p> <p>Rappel des périodicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ désenfumage : annuelle par un technicien compétent ; ➤ désenfumage mécanique associé à un SSI A: triennale par OA, annuelle par un technicien compétent ; ➤ chauffage, ventilation : annuelle par un technicien compétent ; ➤ installations électriques : annuelle par un technicien compétent
DF10	
CH39, CH58 EL19	

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
AS9 MS68 MS73	<p>(réglementation ERP) et annuelle par un OA (protection des travailleurs) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ ascenseurs : quinquennale par OA, selon contrat par un technicien compétent ; ➤ SSI A: triennale par OA, annuelle par un technicien compétent (contrat) ; ➤ extincteurs; Colonne sèche et autres : annuelle par un technicien compétent ; <p>Reporter, sur le registre de sécurité, les dates des divers contrôles. Les éventuelles levées d'observation devront faire référence au rapport de vérification et aux numéros d'observation. Elles devront également faire apparaître le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du technicien ayant effectué les travaux.</p>
L111-8 R111.19.13 R111.19.14 R111.19.17 R123.22 GE2§1	<p>Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.</p> <p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p> <p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprimé Cerfa approprié à l'instruction : • <u>Dans le cas où les travaux ne sont pas assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. • <u>Dans le cas où les travaux sont assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> - L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis de construire permettant d'identifier la destination et l'engagement « solidité à froid » prévu par l'article 45 du décret du 8 mars 1995 - L'imprimé Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique. Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. - Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ; - Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ; - Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	<p>qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées). <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 4 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>
CO1, CO2§4 Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63	<p>Garantir en permanence la desserte des bâtiments y compris en saison hivernale. A cet effet, les bornes escamotables, barrières à chaîne, potelets et barrières éventuels doivent pouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction, être escamotables, à fermeture par cadenas sécable, être d'un poids inférieur à 15 Kg pour les appareils portables ; • Être déverrouillables à l'aide de triangle de manœuvre (triangle de manœuvre de 11 mm) ; • Être débrayables lorsqu'ils sont motorisés. <p>Aucun dispositif de type clé, passe, télécommande ou autre moyen non-conforme aux points ci-dessus n'est accepté par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Puy-de-Dôme. En cas d'installation d'un dispositif de contrôle des accès, le propriétaire ou l'exploitant, devant permettre l'accès des secours sans délai, peut interroger le groupement de mise en œuvre opérationnelle du SDIS afin de connaître la validité de son dispositif.</p>
R33	<p>Effectuer des exercices pratiques d'évacuation ayant pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'évacuation. Ces exercices doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.</p> <p>Prendre connaissance des guides disponibles en téléchargement sur le site : http://ons.education.gouv.fr.</p>
MS45 MS46§2 MS57 MS66	<p>Assurer la surveillance de l'établissement pendant la présence du public par des personnes désignées et entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Ces personnes doivent assurer la sécurité générale dans l'établissement et ont notamment pour mission :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ; b) De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ; c) D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
	<p>d) De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ;</p> <p>e) De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ;</p> <p>f) D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés.</p> <p>Pendant la présence du public, l'exploitant ou son représentant doit se trouver dans l'établissement pour décider des éventuelles premières mesures de sécurité.</p>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
EL11§7	1. Proscrire l'utilisation de fiches multiples (constatées dans les vestiaires, la salle audiovisuelle, rez-de-jardin bas).
CO35§1 CO37 CO38§1 CO27§2	2. Proscrire tout stockage dans les dégagements pouvant présenter un risque d'incendie ou susceptible de réduire la largeur du dégagement (présence de stockage dans les circulations au niveau rez-de-jardin bas).

ARTICLE	PRESCRIPTIONS NOUVELLES
GE9 R123.43	<p>1. Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des installations électriques ; ➤ des colonnes sèches. <i>FAIT</i> <p>Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).</p>
R 123.43 CO 28	2. Traiter le local stockage de la cafétéria en local à risques moyen (parois et plancher haut coupe-feu 1 heure avec bloc-porte ½ heure muni de ferme-porte ou enlever le stockage).
R 123.43 AM	3. Enlever tout le mobilier dans les différents locaux associatifs ne présentant pas de procès-verbal de réaction au feu.



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE SECURITE (CAS) DE
CLERMONT-FERRAND CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP**

CODE : E11301286-000
ETABLISSEMENT : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE
ADRESSE : 85 rue du Docteur Bousquet
COMMUNE : 63000 CLERMONT-FERRAND
Suivi par : LTN CROIZET
Date de la visite en GV : 06/10/2021
Type de visite : Périodique

Remarques formulées en séance :

-
.....

-
.....

-
.....

-
.....

☒ **NEANT**

AVIS DE LA CAS DE CLERMONT-FERRAND :

En application des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, du Règlement de Sécurité dans les Établissements Recevant du Public et au regard des observations figurant dans le présent rapport du Groupe de Visite présenté par l'Officier de Prévention du Service Départemental d'Incendie et de Secours, Rapporteur devant cette Commission d'Arrondissement, la Commission plénière d'arrondissement émet un :

- ☒ **AVIS FAVORABLE à la poursuite de l'exploitation**
- ☐ **AVIS DEFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation**

RAPPEL DES OBLIGATIONS DU MAIRE :

1) Dans le cadre de son autorité de police, le Maire de la commune doit :

- notifier à l'exploitant par voie administrative ou lettre recommandée avec accusé de réception sa décision portant sur l'autorisation de fonctionnement prise par arrêté municipal, qui fixera, le cas échéant, la nature des travaux à réaliser ainsi que les délais d'exécution (R123.27, R123.46, R123.49, R123.52 du Code de la Construction et de l'Habitation). ;

- transmettre la décision à la Préfecture du département du Puy-de-Dôme.

2) Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.

Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité (L111-8, R111.19.13, R111.19.14, R111.19.17 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Fait à Clermont-Ferrand, le **23 novembre 2021**

**Le Président de la Commission
d'Arrondissement de Sécurité de Clermont-Ferrand**



Marc Valla